

N° 806 — 4 F  
DU 7 DEC. AU 13 DEC. 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

Comédie urbaine  
et démocratie locale



**LARZAC :  
APPRENDRE  
EN MARCHANT**

**LAVAL :  
LES RENVOYEURS  
AU TRIBUNAL**

Le 29 novembre dernier, alors que les paysans du Larzac arrivent au terme de leur longue marche, après deux mois d'interventions publiques du Comité Larzac, procès en correctionnel de 21 des « 103 » renvoyeurs de livrets militaires que compte, à ce jour, le département de la Mayenne.

Les premiers en place : 150 CRS qui resteront de 12 à 20 h bien sagement dans la salle des assises. Dès 14 h, il n'y a plus de place dans la salle d'audience et la police refoule ceux qui stationnent dans l'escalier d'accès.

De 14 h à 17 h, 20 inculpés, 15 témoins et l'avocat François Roux défilent à la barre, se répétant quelquefois, mais brochant par petites touches le tableau d'un « ordre établi » dont ils rejettent les fondations (aliénation, répression, violence...) et faisant apparaître une autre façon d'être citoyen responsable.

A la fin du procès, on annonce le départ de 20 nouveaux livrets, dont deux de 4 pères d'inculpés et quelques-uns des témoins qui l'avaient encore. On pourra recommencer.

Domage que les tribunaux soient si petits !

Domage aussi que la tribune y soit aussi chère !

Pour pallier ces deux inconvénients les « renvoyeurs » ont l'intention de reprendre dans une brochure les textes des inculpés, de leurs témoins, de leur avocat et les compte rendus de la presse.

Jugement rendu le 22 décembre : joyeux Noël.

André LETORT, inculpé ■

**TROIS MEDECINS  
CONTRE L'ORDRE**

Trois camarades médecins : Boujot (Rhumathologue), Le Bouedec (Pédiatrie), Morineau (Médecin Chef du Service de Pneumologie de l'Hôpital Départemental), les deux derniers militants du P.S.U., sont à nouveau poursuivis par le Tribunal d'Instance de La Roche-sur-Yon, pour non paiement de leurs cotisations au Conseil de l'Ordre.

Poursuivis en 77, ils avaient été condamnés à payer leurs cotisations de 1975. Le Juge leur avait notamment reproché d'avoir introduit la politique au tribunal ! Les trois médecins ont fait appel de ce premier jugement. C'est la Cour de Poitiers qui va rendre son jugement prochainement.

Cette fois, le 16 novembre,

ils étaient poursuivis pour non-paiement des cotisations de 76 et 77. Le jugement n'est pas rendu.

Mais, fait nouveau, nos camarades ont également été cités devant la juridiction régionale de l'Ordre des Médecins, samedi 25 novembre à Angers. Ils ont été « jugés » à huis-clos, l'un après l'autre, seulement accompagné de leur avocat : Yann Choucq. Une soixantaine de militants et militantes les ont accompagnés... jusqu'à la porte (P.S.U., C.F.D.T., P.S., Extrême Gauche, Médecins).

L'Ordre doit faire connaître son verdict dans les 8 jours. Ils sont menacés de sanction grave. La plainte déposée fait état d'une « opposition de nature politique », de « mauvais vouloir » puisqu'« ils sont même partis en appel ».

Lors d'une conférence de presse, à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, les trois médecins ont clairement affirmé : « Nous faisons de la politique pour répondre à la politique de l'Ordre ; celui-ci s'est départi de son masque corporatiste... l'Ordre est un groupe de pression politique. Nous contestons à l'Ordre le droit de vouloir imposer ses convictions par le biais de cotisations. Il porte atteinte à la liberté d'association puisque nous ne sommes plus libres de ne pas nous associer ! »

J.C. ■

**IRAN :  
LE SHAH LACHÉ ?**

Quelles qu'en soient les ambiguïtés, force est de constater qu'en Iran la résistance à la dictature du shah s'est incarnée véritablement au travers de la religion. L'intégrisme musulman, beaucoup plus que l'opposition laïque — qu'elle soit libérale ou communiste —, a manifesté le refus constant, le plus déterminé, le plus résolu aux compromissions de la dynastie Pahlavi. Au principe monarchique lui-même. Le retour de cet intégrisme sur la scène politique a quelque chose de stupéfiant. La preuve en est ce « mai rampant » religieux et politique à la fois, sorte de révolution permanente.

Certes, les perspectives de ce mouvement, véritable raz de marée, ne sont pas claires. Mais l'objectif de la « république islamique » n'en relève pas moins d'une volonté certes déformée mais authentiquement populaire, d'en finir avec le shah et son régime. Au travers des trois dernières journées de révolte tout un peuple a fait vertement savoir au chef d'un régime totalement déconsidéré, toute l'horreur que son image mē-

me lui inspire. A tel point que le shah est assimilé à un « Yazid d'aujourd'hui ». Yazid est le calife qui tua l'Imam Hussein, neveu du prophète Mahomet, que les musulmans chiites vénèrent particulièrement en cette période. Le deuil du Moharam révèle une façon particulièrement tragique pour les Iraniens de vivre concrètement leur histoire religieuse au travers des événements politiques actuels. Au point d'en mourir. Résultat : le sang coule, les morts ne se comptent plus ; c'est « vendredi noir » toute la semaine. Mais la détermination d'un peuple a entraîné des hésitations chez « les souteneurs » de son oppresseur.

En effet, au vu de la baisse de la cote du souverain, les stratèges de Wasghinton en viennent à penser que mieux vaut pour les intérêts bien compris des Américains dans la région, ne pas mettre toute la mise sur un shah en perte de vitesse et totalement exécuté par les Iraniens. Après un envoi d'experts à Téhéran, la question du lâchage du shah est à l'ordre du jour. Des contacts avec l'Ayatollah Khomeiny pour son

retour d'exil auraient été pris. On parle d'envoyer le shah en villégiature permanente à l'étranger pour mieux asseoir une solution de rechange. Mais là est le danger ! Certes le bateau du shah coule mais il faut prendre garde qu'il ne soit remplacé par un cuirassier. Une fois la concession de l'abandon du shah faite au peuple, les Américains finiront bien par trouver un militaire attaché à défendre les intérêts du « monde libre ». On vient d'apprendre que 20 000 tonnes de barbelés seraient en transit d'un pays de l'Est via l'Iran. Ce serait des Français qui seraient les intermédiaires de ce négoce juteux mais combien révélateur des menaces qui pèsent sur les Iraniens.

Alain TLEMCEN ■

**CREDIT PHOTO :**

P. 1 : Manuel Joaquim ; P. 7 : Manuel Joaquim ; P. 9 : dessin de Wiaz (éd. Maspero) ; P. 10 : D.R. ; P. 11 : Didier Maillac ; P. 12 : D.R. ; P. 13 : dessin de Batellier (éd. Syros-La Breche) ; P. 14 : D.R.

**923 CADAVRES OU « COMMENT S'EN DEBARRASSER ? »**

L'enquête sur le « suicide collectif » de Guyana est à peine commencée, mais déjà la plupart des commentateurs ont une opinion arrêtée. Et pas du tout innocente. La méthode est simple : il suffit d'attribuer les cadavres du Temple du Peuple aux adversaires, au camp idéologique d'en face et du même coup à la fois d'en charger les autres et de s'en débarrasser.

Faute de pouvoir participer à l'enquête (mais quel organisme « impartial » la réalisera ? Le F.B.I. ? La C.I.A. ? Les gens habiles qui enquêtent depuis tant d'années sur les meurtres des Kennedy, de Martin Luther King, etc... ?), il est instructif de voir comment réagissent les « spécialistes » de tout poil :

- Pour la plupart des commentateurs français, il s'agit fondamentalement de « l'Amérique » (et nous n'avons rien à voir avec ces gens-là), et plus spécialement de la Californie. Etat après lequel « il n'y a rien ». « L'Etat le plus à l'Ouest est aussi celui qui se situe au bout du rêve américain. »

- Pour les « grandes églises », il s'agit des « sectes » (et l'occasion est bonne d'en découdre avec ces dangereux concurrents). Pourtant en matière d'esprit sectaire, d'intolérance, le nombre ne fait pas grand chose à l'affaire !

- Pour les autres « dénominations religieuses » de moindre importance numérique il s'agit d'un phénomène aberrant, de dévoyés qui n'ont plus rien de religieux et ont sombré dans la pire politique, celle de gauche, inspirée (tous courants confondus) par Angela Davis, Mao, les Panthères noires... Jim Jones lui-même n'était-il pas une réincarnation de Lénine ?

- Pour les « anti-gauchistes » de tout bord, il s'agit surtout d'obtenir un renforcement des contrôles étatiques et policiers sur tous les groupes marginaux.

- Pour les défenseurs de la « morale », il faut mettre en évidence les abus de la société permissive et mettre en accusation toutes les formes « marginales » de sexualité.

Et bien d'autres, ce n'est pas fini...

Mon coiffeur (un bien brave homme !) m'a dit (en baissant la voix) : « Vous ne croyez pas que tout ça c'est une affaire de Juifs ? » Encore un effort, mon ami, vous verrez qu'on arrivera à faire croire que les morts des camps de concentration n'ont pas existé, ou qu'ils se sont suicidés en alimentant les fours crématoires...

Et qui sait aussi si tous ces cadavres ne sont pas mis en vedette pour nous en faire oublier d'autres au Nicaragua, au Cambodge, au Liban, en Iran, en mer de Chine... et en tant d'autres lieux ?

Roger PARMENTIER ■

• **Vendredi 8 décembre (Jarny)**: l'union des sections du bassin de Briey du P.S.U. organise une assemblée-débat sur le thème « Quel avenir pour l'emploi? Quel emploi pour l'avenir? », avec Charles Piaget, secrétaire national du P.S.U. A la salle Gérard-Philippe, à 20 h 30.

• **Samedi 9 décembre (Chelles)**: réunion-débat organisée par la section P.S.U. de Chelles: « Les femmes face à l'emploi ». Projection du film: **Ouvrières de Furnon**. A 20 h 30 à la salle Hiser (près de la piscine).

• **Samedi 9 décembre (Paris-5<sup>e</sup>)**: le comité de soutien à l'Erythrée, qui s'est constitué à Paris, avec des représentants du P.C.F., du P.S., du P.S.U., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du C.E.D.E.T.I.M., organise un colloque ce samedi à l'université Jussieu, amph. esc. 2, 1, rue Guy de la Prose, Paris 5<sup>e</sup>. Les travaux débiteront à 9 h.

• **Samedi 9 décembre (Rennes)**: la Bretagne aura-t-elle sa place dans l'Europe qu'on nous prépare? Les ouvriers, les paysans, les employés auront-ils leur mot à dire au futur Parlement européen? Le Centre rennais d'information et de formation pour l'autogestion socialiste (C.R.I.F.A.S.) vous invite à venir en discuter. Au programme, **14 heures**: débat avec le centre de recherches européen-

nes de l'université de Rennes sur le rôle des institutions européennes; **15 heures**: débat avec Claude Bourdet sur l'enjeu des élections au Parlement européen. Dîner avec galettes, cidres, etc... **20 h 30**: re-débat avec Claude Bourdet, des syndicalistes ouvriers, des paysans travailleurs, des militants bretons. A la maison du Champ-de-Mars. Une garderie pour les enfants est prévue dans l'après-midi.

• **Lundi 11 décembre (Paris-15<sup>e</sup>)**: réunion ouverte sur le thème: « Où va le mouvement écologique? », au P.S.U., 9, rue Borromée, Paris-15<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Volontaires, de 19 heures à 22 heures.

• **Mardi 12 décembre (Paris-6<sup>e</sup>)**: séance supplémentaire du cycle théorique du C.P.F.S., cycle théorique « Marxisme et politique: les organisations », par S. Depaquit de 19 h à 21 h. Au C.R.E.F.A., 78 A, rue de Sèvres, à la salle Défense.

• **Vendredi 15 décembre**: C.P.F.S., cycle historique, « L'émergence d'un nouveau courant » à partir de 1956, par V. Fay. De 19 h à 21 h, même lieu que le 12.

• **Samedi 16 décembre (Fabrègues)**: les G.A.S.A.L. (groupe d'actions locales pour un socialisme autogestionnaire), poursuivent leur travail de formation des élus (et des non-élus). On travaillera fort de 9 heures

à 12 heures, à la salle Paul-Doumer, place de la Mairie, à Fabrègues.

• **Vacances pas cons. Politique-Hebdo**, on vous le répète souvent, est en pleine mutation de **Maintenant**. Mais les « vacances pas cons » qu'il a inventées il y a deux ans et poursuivi l'été dernier dans **Tribune Socialiste** ont la vie dure. Pour mettre en contact tous les gens qui veulent passer des vacances différentes, on va essayer de faire encore mieux et encore plus grand cette année. Alors, si vous connaissez des stages d'artisanat, de danse, d'expression corporelle, de balades écologiques, des trucs originaux pour les gosses, des sessions musicales, des réunions de discussions, des rencontres politiques ou autres, faites-vous connaître avant la fin du mois de décembre à Claude Boris, 57, rue Saint-Blaise, 75020 Paris. Et n'omettez aucun détail pour que les rencontres soient simplifiées et fructueuses. Merci.

• **Noël 1978**: les Compagnons Bâisseurs organisent plusieurs chantiers pendant les vacances de Noël. Si vous êtes intéressés, adressez-vous au secrétariat des Compagnons Bâisseurs, 5, rue des Immeubles Industriels, 75011 Paris - tél.: 373-70-63. ■

## HUMEUR

### " Détective " interdit : et encore bravo, camarades !

**A**VEC ses « une » sado-érotico-graveleuses, ses affichettes odieuses et ses récits relevant de la littérature de sex-shop, l'hebdomadaire **Détective** était le fleuron le plus trouble de la presse dont on dit qu'elle pervertit les foules. Soit. Vendant de la femme-objet à plus de 300 000 exemplaires chaque semaine, tentant de déclencher les ressorts les plus malsains de lecteurs faussement indignés par les turpitudes racontées, **Détective** était une insulte aux combats et à la dignité des femmes. Une agression permanente — parmi d'autres — contre celles qui luttent depuis des années pour qu'on les regarde avec d'autres yeux, pour que cessent toutes les oppressions qui pèsent sur elles. C'est évident.

Le problème est pratiquement réglé: interdit aux mineurs et à l'affichage, **Détective** — c'est la réglementation qui l'exige — sera désormais refusé par le réseau de distribution des N.M.P.P. et sa disparition rapide est aisément prévisible. La victoire a été obtenue en quelques jours d'un Pouvoir qui ne nous a pas habitués à une telle célérité.

La droite, après quelques minauderies de principe, a abandonné leur os aux gens de gauche et aux courants féministes qui protestaient contre le caractère de plus en plus odieux et sexiste de cette publication.

Les clameurs se taisent et tout le monde est content. Sauf, évidemment, le propriétaire de **Détective** que l'on ne va pas plaindre.

Tout le monde est content, oui: les censeurs de leur surprenante victoire et le Pouvoir de l'excellent précédent qu'il s'est offert à peu de frais!

Comment les censeurs bien intentionnés n'ont-ils pas aperçu le piège? Ils se sont fait rouler en beauté. Du travail très bien

fait et dont se félicite bruyamment — ce n'est hélas pas un hasard — l'**Humanité**. Désormais lorsque l'on voudra faire interdire un journal de gauche ou d'extrême gauche, lorsque l'on voudra liquider, plus simplement, un journal qui dérange, le Pouvoir se retranchera derrière la moralité et nos chers bambins. A ceux qui protesteront ils rappelleront le précédent de **Détective**.

Cela ne vous avait pas frappé, camarades, que les problèmes de presse, même lorsqu'ils traduisent des problèmes de société, ne se règlent pas par des interdictions et des demandes de censure? N'est-ce pas vous qui, il y a quelques années ou quelques mois, protestiez lors des mesures prises contre la **Cote d'Alerte** à Dijon, **Sexpol**, **Hara-Kiri Hebdo**, **Pilote**, **Métal Hurlant** ou l'**Echo des Savanes**. Vous aurez bonne mine la prochaine fois. Car n'en doutez pas, il y aura une et même plusieurs prochaines fois.

Vous vous êtes mis, si j'ose dire, dans de beaux draps.

Cela ne vous est pas venu à l'esprit que le problème, en plus, ce n'est pas le journal, mais les lecteurs? Cela ne vous est pas venu à l'esprit qu'à partir du moment où l'on commence à découper en tranches la liberté de publier, on taille soi-même les verges pour être fouettés?

Le succès politique ce sera un jour, vis-à-vis de ce type de canard comme vis-à-vis d'autres, que plus personne n'ait envie de les lire, mais pas de décréter des interdictions, glorieux imbéciles.

C.-M. VADROT ■

P.S.: Toute utilisation partielle de ce texte par un journal porno sera bien entendu poursuivie devant les tribunaux.

**HURLER AVEC LES LOUPS**

Bien entendu, si des femmes et des enfants se noient, il faut les sauver. Cela dit, en laissant écrire : « Le pire est dans l'intolérable répression qui s'exerce dans un pays à l'égard d'une population dont la fuite est à elle seule un verdict », « T.S. » renforce le concert antivietnamien orchestré par la presse bourgeoise. Malgré trente années d'occupation française et surtout américaine, avec tout ce que cela comportait (corruption, drogue, trafic...), la majeure partie des travailleurs du Sud va s'adapter à un socialisme vietnamien qui ne correspond peut-être pas forcément aux critères de notre socialisme européen (voir « La bataille du riz », hebdo T.C., n° 1794). Qu'une partie non négligeable de la population, nostalgique du féodalisme et de la collaboration, ne parvienne pas à s'adapter au nouveau Vietnam, meurtri par trente années de guerre et abandonné de tous, quoi d'étonnant et faut-il en rendre responsable le régime vietnamien ?

En 1962, la gauche a trouvé normal d'accueillir en France les Harkis, sans pour autant faire grief de leur exode au régime algérien. Enfin, s'il est vrai que tout un chacun devrait pouvoir vivre en société socialiste, il est non moins vrai que de 1789 à nos jours, en passant par 1945, les ex-collabos et tenants de l'Ancien Régime ne peuvent, lorsque le pouvoir est aux mains des travailleurs, espérer continuer à trafiquer sur le dos du peuple. S'ils ne peuvent se reconverter, il faut bien qu'ils s'en aillent. En tout cas, ce n'est pas à « T.S. » de hurler avec les loups.

G. FUSTEL, Eaubonne ■

**LE MOT « FAILLITE » ME GENE**

Dans le dernier « T.S. », dans l'article signé par Ch. Forestier j'ai lu cette phrase : « Après les multiples et cruelles faillites d'expériences passées et récentes (U.R.S.S., Chine, Cuba, Cambodge, Vietnam, etc.) ».

C'est le mot « faillite » qui me gêne. Certes, et c'était là le sujet de l'article, dans aucun de ces pays ne s'est instauré un régime socialiste un tant soit peu autoges-

tionnaire comme celui que nous souhaitons.

Mais le mot faillite peut être facilement pris dans le sens d'une faillite complète de l'expérience socialiste dans les pays cités ; et c'est là, à mon avis, le danger de l'usage de tels mots. Je crois qu'il est faux de parler de faillite à Cuba, en Chine et au Vietnam. Qu'on réfléchisse un peu à la situation sociale et économique de ces pays avant leur révolution (Chine des années 30, Cuba sous Batista, Vietnam du sud de Thieu) : n'y a-t-il aucun progrès à porter au crédit des nouveaux régimes ? Supprimer l'exploitation capitaliste et la corruption, nourrir convenablement les populations, faire accéder tout le monde à la santé et à l'éducation, ne s'agit-il pas là de progrès immenses, incontestables devant lesquels nous ne devons pas faire la fine bouche, même si nous devons garder notre esprit critique ?

De grâce, un peu de justice et d'humilité dans nos jugements ! De quel droit sommes-nous si critiques quant aux expériences des autres ?

Denis BAIZE ■

**VIETNAM : UNE GRANDE AMBIGUITE**

La campagne à propos des réfugiés du Vietnam se poursuit dans une grande ambiguïté : j'ai même été étonné de trouver dans un article de « T.S. », malgré quelques restrictions, certains arguments de l'ensemble de la presse : « répression à l'égard de la population, totalitarisme quotidien, terreur policière, barbarie "rééducative" ».

Les choses me paraissent moins simples, et méritent une analyse plus approfondie, et essentiellement politique.

Sans être d'accord avec la campagne sans nuances du P.C., il faut insister avec lui sur la responsabilité primordiale des Etats-Unis, dont on ne parle guère (et de la France à plus longue échéance) : problèmes économiques provoqués par la guerre, mais surtout le fait que des centaines de milliers de Vietnamiens, qui ont profité de cette guerre (militaires, fonctionnaires, commerçants et trafiquants), ne sont évidemment pas favorables au nouveau régime : c'est parmi eux que se recrutent les réfugiés !

Même si cela ne justifie pas la situation,

c'est une explication qui relève de l'honnêteté la plus élémentaire !

Le problème politique le plus grave à mes yeux concerne les conditions dans lesquelles le socialisme peut s'instaurer dans un pays. Or, une fois de plus, l'expérience montre qu'un régime dit communiste reposant sur la conception léniniste du parti (c'est-à-dire parti unique, « centralisme démocratique », etc.), aboutit à un échec, même dans un pays comme le Vietnam, où l'on aurait pu espérer le contraire, compte tenu des circonstances (guerre de libération).

Nous n'avons pas à nous réjouir de cette confirmation malheureuse de nos analyses, mais à en tirer les leçons et des conclusions (actualité du socialisme autogestionnaire). Et si nous ne pouvons pas condamner la campagne humanitaire en faveur des réfugiés, il est indispensable de ne pas nous mêler à des bêtises dont certains sont pour le moins suspects !

Paul TREMINTIN, Brest ■

A proportion qu'on croit — ou qu'on a cru — on espère. Les réponses apportées à ce que nous écrivions la semaine dernière le prouvent. Partant, elles n'apportent aucun démenti. Il est singulier tout de même qu'on n'en vienne à ne lire que ce qui justifie ses propres espérances, ou ses propres candeurs. Car enfin :

1) Personne ne songerait à nier ni trente années de guerre, ni les calamités naturelles qui affligent un pays. Non plus que la corruption qui y sévissait — et qui y sévit encore.

2) Ni d'ailleurs enfin ce qui réjouit les adversaires proclamés de la décolonisation.

Tout cela nous l'avons dit. Qu'on nous relise. 3) Le problème est, aujourd'hui, ailleurs. Quand le F.N.L. — comme d'autres mouvements de libération — sollicitait notre soutien, il ne nous promettait rien d'autre qu'une victoire qui accablait nos ennemis communs. La preuve est faite — hélas ! —, qu'il ne s'agissait que de cela. Nos illusions en souffriraient ? Et alors ? Concluons. Ce qui nous est offert n'a rigoureusement rien à voir avec le socialisme. Et rien ne saurait justifier à nos yeux qu'on s'empare d'« explications » — au demeurant fondées en vérité —, pour justifier l'injustifiable. Allons plus loin : nos protestations et notre solidarité ne s'associent qu'à ceux dont l'obstination est semblable à la nôtre. Nous sommes têtus. Ce n'est pas la droite qui dira le contraire. Il semble en revanche qu'à gauche on ergote. Jusqu'à quand ?

J.S. ■

**bulletin d'abonnement**

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle   
 NOM ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Profession .....  
 Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)  
 Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.  
 Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche

● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Desliat, M. Etienne, V. Fay, G. Hecert, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel  
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot  
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »  
 9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :  
 S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :  
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

## Ciel noir et "morceau de bleu"

par Jean-Marie DEMALDENT



Manufrance, Paris-Outreau, CIT-Alcatel, Rive de Giers, etc. ; cette semaine figure parmi les plus noires de l'année pour les travailleurs. Le bulldozer Barre continue son œuvre.

Certes le gouvernement a connu aussi quelques échecs. Giscard espérait aboutir rapidement à un accord des Neuf, à Bruxelles, sur le projet franco-allemand d'Europe monétaire. Il parlait déjà à cet égard d'une date « historique » dans la construction européenne, la seconde en importance après celle du Traité de Rome. L'Angleterre a fait défaut. C'était plus ou moins prévu ; mais non pas la réserve de l'Italie et de l'Irlande qui fait de la réunion de Bruxelles un demi-échec. Cela prouve que des contradictions importantes traversent la bourgeoisie européenne, y compris à propos de la politique « de sortie » de la crise. Tous ne sont pas prêts à pratiquer une politique d'austérité à la Raymond Barre.

En écho à ces contradictions : la vie parlementaire française. Un projet de loi adaptant la T.V.A. aux directives de la C.E.E. a même été repoussé, y compris par le R.P.R., dont les relations avec l'U.D.F. sont de plus en plus tendues.

La scène politique officielle reste cependant marquée par une gauche en miettes. Le P.C.F. et le P.S. tentent d'exploiter, chacun pour son compte, les difficultés de l'adversaire. Mais on n'a peut-être jamais été aussi éloigné de la recherche d'une alternative anticapitaliste unitaire qui demeure la seule perspective à laquelle le P.S.U. entend consacrer ses efforts. On a assisté d'un côté à des assauts nationalistes ; de l'autre à un lamentable et tragi-comique épisode de la guerre des sondages qui tient lieu de débat interne au P.S. entre deux politiques social-démocrates en compétition face à l'échéance de 1981.

On est tenté de reprendre l'expression utilisée par Edmond Maire, le 5 décembre, à Saint-Etienne : « **Ce n'est pas parce que le ciel est encore chargé de nuages que nous négligerons le morceau de bleu qui vient d'y apparaître.** »

Le secrétaire confédéral de la C.F.D.T. a dit « non » à la proposition cégétiste d'un comité national d'unité d'action à laquelle il reproche d'être plus « spectaculaire » qu'« efficace ». Mais il envisage une rencontre avec la C.G.T. destinée à déblayer le terrain afin de favoriser l'unité d'action. Il a considéré que les deux confédérations « **peuvent créer la dynamique du renouveau** ». Il a souligné à quel point les analyses critiques et autocritiques de la C.G.T. sur le bilan de la période passée entraînent en « **résonnance** » avec celles de la C.F.D.T.

Edmond Maire a cependant insisté aussi sur ce qui, à ses yeux, constitue le véritable obstacle à l'unité d'action syndicale. « **Que vaudrait l'unité d'action si les objectifs retenus en commun n'étaient pas de nature à répondre aux problèmes les plus urgents des travailleurs ?** » Cette question est bien entendu liée au débat sur les « **solutions proposées jusqu'ici pour faire face à la crise** » — débat qui a fait éclater l'union de la gauche.

Nous ne partageons pas toutes les analyses de la C.F.D.T. en ce qui concerne la crise et sa solution ; mais elle a raison de dire qu'il faut « **lier nos revendications aux transformations que nous voulons** ».

Le P.S.U. souhaite pour sa part que les désaccords politiques — qui sont réels et profonds — n'empêchent pas la recherche et le développement de l'unité d'action quand ils sont possibles. Mais il souhaite également que cette recherche de l'unité d'action qui reste prioritaire se double dans l'avenir, à tous les niveaux, du débat fraternel sur les perspectives sans lequel l'unité d'action ne fera pas long feu. ■

### ● Editorial

Ciel noir et « morceau de bleu »  
par J.-M. Demaldent ..... p. 5

### ● Où va la France ?

Larzac : apprendre en marchant  
par C.-M. Vadrot ..... p. 6-7

### ● Points de vue

Contribution au débat ..... p. 8-9  
PSU des compétents, non !  
PSU des exécutants, oui !

par A. Fontaine ..... p. 9-10

### ● Social

40<sup>e</sup> congrès de la CGT :  
un langage nouveau

par P. Régnier ..... p. 10

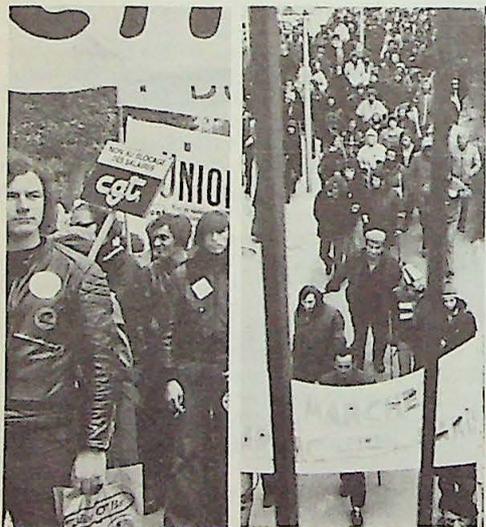
Emploi : la dernière charrette

par J.-Y. Sparfel ..... p. 11

### ● La parole à :

D. Goldschmidt et J.-P. Garnier :  
La comédie urbaine

propos recueillis  
par J.-Y. Sparfel ..... p. 12-13



### ● Et pourtant elle tourne

Europe des Neuf : le grand dessein  
par B. Ravenel ..... p. 14

### ● Les armes de la critique

Livres : Quand la mort  
nous est contée

par M. Etienne ..... p. 15

Chansons : Michèle Bernard :  
au son de l'accordéon

par M. Martin ..... p. 15



500 000 F : ce n'est pas  
le Pérou ..... p. 16

# où va la France ?

**Larzac :**

## apprendre en marchant

Nous étions 30 à 40.000 samedi, à Paris, pour accueillir les paysans du Larzac. Sur leur longue route, ils ont appris beaucoup; ils nous ont plus appris encore. Et la marche n'est pas finie...

**A**U terme d'une si longue marche et au lendemain d'un samedi si fertile en émotions de toutes sortes, il est difficile de choisir une ou deux images-clés pour faire ressentir ce que l'on croit avoir compris ou senti soi-même de la dernière aventure des paysans du Larzac; la dernière en date, bien sûr, qui s'achevait à Paris. Mais il en est deux, avant toute analyse, qui traduisent aussi les contradictions de cette journée que nous attendions avec fébrilité, qui révèlent probablement certaines de nos impuissances ou de nos échecs.

D'abord, ce petit groupe de marcheurs pénétrant dans Paris et fendant sous les applaudissements, la larme à l'œil, la foule des manifestants les attendant, boulevard Jourdan, pour qu'ils prennent la tête du défilé silencieux. Ensuite, cet étonnant corps à corps du service d'ordre de la Ligue Communiste, des militants des comités Larzac et des camarades du P.S.U. repoussant lentement, physiquement, le cordon des C.R.S. et de la police municipale, sous les jets de pierres et de bouteilles et dans la fumée des lacrymogènes. Pour éviter que la provocation de quelques irresponsables frappe trop durement les paysans, venus de si loin pour témoigner pacifiquement de leur luttes.

Et puis, justement, il y a encore cette remarque de Pierre Burguières, dimanche

matin, expliquant que ces autonomes qui ont failli tout gâcher sont aussi partie du problème de société que les manifestants et les paysans du Larzac doivent avoir à cœur de résoudre. Après 710 kilomètres, lui, Pierre Burguières, il avait la volonté de ne pas les condamner. Une sacrée leçon.

Leçon implicite pour tout le monde peut-être, puisque les milliers et milliers de gens qui se sont installés dans l'université de Vincennes à 7 heures du soir en sont repartis calmement, après chansons, discussions, musique, cinéma, théâtre et bal, au moment où les organisateurs leur ont demandé de le faire. Ils paraissent même ne pas en vouloir aux quelques Vincennois qui ont eu le mauvais goût de profiter de la fête et de la rencontre entre gens menacés d'expulsion, pour vider quelques petites querelles internes qui paraissent bien vaines auprès des questions posées par l'avenir de Paris VIII et par ce qui guette les expropriés du Larzac.

Au cours de cet après-midi, qu'il faut bien qualifier de mémorable, nous étions entre 30 et 40.000. Il fallait bien cela pour que les gens du Causse soient persuadés qu'ils ne s'étaient pas déplacés pour rien, pour que les provocations de la gent policière soient réduites à leur dimension minable, pour qu'une catastrophe ne détruise pas un mois de marche.

Quand on fait précéder une telle mani-

### ON DEMANDE LIVRETS MILITAIRES

Au cours de leur marche, les paysans ont récolté plus de 500 livrets militaires qu'ils se chargent, le moment venu, de faire parvenir au ministère de la Défense. A ce propos il faut savoir que le délit ne commence qu'au moment où l'on refuse de reprendre le livret militaire rapporté par le gendarme. Le Code de Service national de 1973, article L 133, prévoit de 400 à 10 000 francs d'amende et (ou) un mois à un an de prison. Les peines infligées à ce jour vont, selon les tribunaux, de 100 francs d'amende avec sursis à 1 500 francs ferme et, une ou deux fois, un mois de prison avec sursis.

Il ne vous reste plus, maintenant, qu'à décider si vous avez ou non les moyens de vous lancer dans l'aventure. L'adresse est la même que pour les sous. ■

festation d'un cordon de C.R.S. et de policiers municipaux marchant à reculons entre la porte d'Orléans et la porte d'Italie, quand on a pris « la précaution » de truffer les éléments incontrôlés de quelques individus qui le sont beaucoup moins, on ne cherche certes pas l'apaisement. A tel point qu'à plusieurs reprises des policiers municipaux et aussi quelques C.R.S. ont engueulé leurs supérieurs, en leur demandant à quoi rimait cette tactique. Ce qui, parfois, se traduisait par une revendication simpliste: « Ou bien on cogne, ou bien on se tire. »

En effet: quand on amène en voiture quelques zozos lanceurs de pierres, quand on laisse passer sans rien dire à travers les rangs des forces de l'ordre un individu à béret vert qui vient de balancer son lot de bouteilles, on déroute vite un policier formé dans la haine du manifestant. Nouvelle version du réflexe de Pavlov, les flics lâchaient leurs grenades à chaque fois qu'un supérieur criait « Caillou! ». Même quand le caillou surgissait derrière le cordon de police. A ce propos il faut signaler que plusieurs confrères ont vu des policiers municipaux débarquer des caisses de cailloux en même temps que leur dotation en grenades...

Dernière touche à ce tableau de la provocation dont on ne finirait d'aligner les détails: vers 18 heures, alors que la manifestation était dispersée depuis près d'une demi-heure, les membres de la brigade motorisée de la police municipale, probablement frustrés de ne pas avoir été jeté dans la bataille avortée, ont « compensé » en ratonnant les passants du côté du métro Tolbiac, n'hésitant pas à descendre dans les couloirs, après avoir abandonné leurs machines, pour malmener les voyageurs.

Il n'y a rien de plus noir, au sens le plus

### CHOSSES VUES ET ENTENDUES...

• Mme Tarlier, lundi matin, contemplant son mari qui est sans conteste le plus... majestueux des paysans du Larzac: « Je me demande comment il a réussi, en marchant tous les jours, à prendre encore quelques kilogrammes. »

• Les paysans unanimes en traversant Evry-ville nouvelle et déserte — puis quelques banlieues plus rétros mais guère plus gaies: « Qui s'étonnera, après nous avoir obligé à venir voir ça, que nous ayons plus envie que jamais de rester sur notre plateau. »

• Léon Burguières à Vincennes, après le meeting de samedi soir: « Vous êtes tous biens gentils, mais maintenant, je voudrais bien pouvoir respirer un peu. Vous faites comment pour vivre ici? »

• Un paysan du Larzac qu'un commissaire veut impressionner sur « ses amis » en lui montrant des gros manches de pancartes saisis sur des manifestants

sortant du métro: « Bah, on en a des plus gros pour les brebis. »

• Un gosse hurlant sur le bord du trottoir, juste après la porte d'Orléans: « Maman, maman, je veux voir les moutons... »

• Un commissaire de police à un solide gaillard arborant un badge de la Fédération anarchiste: « Eh, amène-toi, on t'attend à la voiture... »

• Le tribunal de Millau ayant quelques convocations à faire parvenir à des paysans du Larzac les a postés avec comme adresse: « A l'attention des marcheurs du Larzac, aux bons soins des P.T.T. » Les papiers ont été remis à leurs destinataires par un facteur aux environs de Moulins.

• Le maire de Paris avait interdit aux Vincennois d'installer un chapiteau à quelques mètres en dehors du terrain de l'Université. Le même soir, les jeunes R.P.R. avaient l'autorisation de tenir leur fête sur la pelouse de Reuilly, dans le même bois de Vincennes. ■

### COMME EN 36

Pour la première fois depuis 1936, le **Canard Enchaîné** avait appelé à la manifestation dans l'éditorial du numéro précédant l'arrivée des marcheurs à Paris. En conséquence de quoi la majeure partie des rédacteurs, des dessinateurs et des administratifs de l'hebdomadaire a défilé avec banderoles et pancartes. ■

idéologique du terme, que cette image des motocyclistes casqués rôdant et vrombissant à la tombée de la nuit. A frissonner.

Exit tous les provocateurs impuissants, et restent les paysans, solides et unis comme il y a 700 kilomètres, encore plus mûris et résolus par des milliers de rencontres et de contacts.

A l'occasion de l'un des premiers reportages sur le Larzac, il y a huit ans, j'avais rencontré certains d'entre eux. Burguières et Tarlier, par exemple. Je les retrouve à la fois, ce n'est pas facile à traduire, semblables et profondément métamorphosés. Comme — cette image plairait à Pierre Burguières — transcendés par tout ce qu'ils ont vécu, mais toujours résolument imperméables aux conseillers de l'extérieur, à tous ceux qui veulent s'appropriier leur lutte. Ils écoutent, ils apprennent aussi, sans doute, mais ils restent eux-mêmes, décident eux-mêmes et vivent une démocratie authentique à l'intérieur de leurs groupes. Ce qui ne les empêche pas de sentir et de dire, ils ont insisté sur cet aspect de leur aventure lors de la conférence de presse de lundi, à quel point « les autres », la lutte et l'aide des autres les ont aidés.

Ce qui les a amenés à accueillir avec mépris le soupir hypocrite du directeur de

cabinet de Bourges, le ministre de la Défense, qui les a reçus en leur expliquant que s'ils n'étaient pas « entourés de tous ces gens », les choses se passeraient bien mieux pour eux. Ce à quoi ils ont répondu : « Et si nous étions venus à vingt-deux par le train, vous nous auriez reçu ? »

Et, publiquement, les paysans ont tenu à remercier toutes les organisations politiques qui les ont aidés. Notamment celles qui se sont littéralement battues de la porte d'Orléans à la porte d'Italie pour que la manifestation ne tourne pas à la débandade.

Ils sont repartis sur une promesse : « nous ne nous faisons aucune illusion, la lutte est loin d'être gagnée et nous pouvons vous assurer que nous gardons en réserve quelques actions, quelques pressions pour atteindre notre but qui est de vivre et de travailler sur le plateau du Larzac. »

En ajoutant une dernière précision : « il est évident que nous continuerons à nous cramponner à notre principe de non-violence et que nous persistons à résister aux offres financières mirifiques que l'on fait miroiter devant nous pour nous inciter à baisser les bras. »

Ces gens-là sont décidément déroutants et on finit par comprendre l'inquiétude du pouvoir : en 1978, des individus qui s'obstinent à tourner le dos au fric et qui marchent

à pied pour se faire connaître, c'est diaboliquement révolutionnaire.

Merci des leçons.

Claude-Marie VADROT ■

### S.O.S... SO

Au cours des réunions préparatoires à la manifestation de samedi, les représentants des socialistes parisiens ont joué les fiers-à-bras, assurant que pour le service d'ordre ils étaient les meilleurs. Allant même jusqu'à assurer que « casser du flic » ne leur ferait pas peur s'il fallait en arriver là. A la Porte d'Orléans ils ont donc d'autorité pris place en tête avec leur badge et leur rose. Au premier tir de grenades ils ont disparu pour ne plus revenir, beaucoup ayant pris la précaution de se débarrasser de leurs badges voyants. Et ce sont finalement les gens de la Ligue, des camarades du P.S.U. (pour une fois solidement et largement présent) et les Comitès millerivois qui ont pris, sérieusement le relais.

On ose espérer qu'ils se sont faits discrets dans les diners en villes pour raconter leur guerre, les camarades socialistes. ■

Les paysans du Larzac traversant Evry : « qui s'étonnera que nous ayons plus envie que jamais de rester sur notre plateau ? ».



## Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée

L'entrevue, très longue, de dimanche matin entre onze des marcheurs et le représentant d'Yvon Bourges les recevant en audience au nom du Président de la République, n'a rien réglé, en dépit des efforts de la propagande de la radio et de trop nombreux journaux. Les paysans ont, chacun leur tour, et en refusant le recours à un porte-parole, exposé leurs points de vue au directeur de cabinet du ministre. Ils l'ont écouté expliquer que les autorités allaient poursuivre le plus rapidement possible les expropriations et que l'on pourrait donc causer après et faire de la concertation pour trouver un compromis !

Les paysans ont beau se déclarer — sincèrement — satisfaits d'avoir été enfin reçus en tant que paysans du Larzac, ils ne sont pas naïfs au point de croire que des merveilles se cachent derrière la porte entrouverte. Des concertations, ils en ont déjà connues des tas dans le cadre de leur département, et elles n'ont débouché que sur la réitération, par les préfets et autres responsables, de la nécessité de faire le nouveau camp. La publicité du Comité Armée-Nation parue dans Le Monde de lundi est à cet égard fort révélatrice ; le camp doit se faire et l'armée a toujours été le meilleur garant de la protection de la nature, explique en substance ce pavé publicitaire auquel le maire de La Cavalerie, l'élu des commerçants et restaurateurs qui vivent des militaires, a donné son aval.

Ils sont donc sortis de l'entrevue en haussant les épaules et en disant « on verra bien », mais ils se préparent à résister physiquement et économiquement à l'asphyxie dont ils vont être les cibles : à partir du moment où leurs terrains ne seront plus « terres agricoles », ils perdront officiellement la qualité d'agriculteur. Ce qui les exclut de la Sécurité sociale agricole et les prive du recours au Crédit Agricole dont ils ont besoin pour se moderniser ou acheter du matériel. A tel point qu'ils envisagent de créer une sorte de « banque parallèle » pour asseoir leur résistance. Comme pour le reste, ils ont besoin d'aide, y compris d'aide financière. Et, lors de la conférence de presse, les paysans ont rappelé qu'il était encore possible (Mitterrand l'a fait samedi soir, après avoir réfléchi des années semble-t-il) de souscrire des parts du Groupement Foncier Agricole (1) dont la fonction est de compliquer les opérations d'expropriation de l'armée et de mettre à l'abri les parcelles de terrains qui bloquent la progression du camp.

Le Groupement Foncier Agricole fait toujours partie de la stratégie que les paysans du Larzac vont élaborer entre eux dans les jours qui viennent. ■

(1) Paysans du Larzac, B.P. 96, 12100 Millau.

## Contribution au débat

Les remous au sein du parti socialiste ne se limitent pas à des conflits d'ambitions personnelles. Ils traduisent une interrogation sur les stratégies à venir, sur laquelle nous avons des réponses à apporter, et qui est liée aux discussions qui ont préparé le congrès, puisqu'elle appelle des précisions sur le rôle et les objectifs du P.S.U. Pour la majorité des membres du Bureau national, cela renforce la nécessité d'un courant à la fois autonome et présent dans le débat.

Le maintien du P.S.U. ne peut constituer une fin en soi, pas plus aujourd'hui qu'en 1967 ou en 1974. La poursuite de « la longue marche » entamée il y a près de 20 ans à travers bien des détours et des erreurs ne se justifie qu'au regard de ce qui constitue son objectif permanent et fondamental : la recherche d'une restructuration durable de la gauche, telle que celle-ci ne soit pas exclusivement polarisée par les courants réformistes.

L'exigence de cette restructuration demeure. Le P.S.U. a été à l'avant-garde de la plupart des mouvements de masse de ces dernières années, ses idées se sont largement diffusées dans l'ensemble de la gauche ; mais il est vrai aussi que, dans un paysage politique profondément modifié par l'échec de mars 1978 et l'absence de perspective d'une proche victoire de la gauche, le rôle qu'il peut jouer dans cette restructuration n'apparaît pas toujours avec évidence à bon nombre de ses propres militants.

Si, de ce point de vue, la lucidité et l'auto-critique sont plus que jamais nécessaires, il ne nous apparaît pas qu'elles doivent être assimilées à la résignation.

### La lucidité nécessaire

● **Sur le P.S.U. lui-même.** L'époque est peut-être venue de tirer le bilan des expériences que nous avons faites et des illusions que nous avons pu entretenir depuis dix ans sur la possibilité de constituer autour du P.S.U. « le parti révolutionnaire dont les masses ont besoin » ou le courant autogestionnaire capable d'équilibrer par sa construction solitaire les forces traditionnelles de la gauche. Il est clair aujourd'hui que la constitution d'une force politique porteuse des aspirations que le P.S.U. a entendu exprimer n'est pas dissociable du débat en cours au sein même des forces traditionnelles ébranlées par leur récent échec.

● **Sur la gauche aujourd'hui.** Presque majoritaire dans le pays, elle apparaît plus incapable que jamais d'assumer ses ambitions, divisée qu'elle est entre des projets politiques qui se définissent peu à peu et ne recoupent d'ailleurs pas entièrement les frontières des organisations.

D'un côté, autour de Rocard, se met en place une vaste entreprise de gestion de la période d'instabilité imposée au capitalisme

par la crise qu'il traverse. Il part du constat que la bourgeoisie n'est pas unifiée sur un projet global de sortie de crise, et qu'il n'existe pas de possibilité à bref délai de souder un bloc social sur un projet alternatif cohérent. Il en conclut à la possibilité d'un compromis conflictuel dont la « nouvelle petite bourgeoisie » constitue le pivot, entre la grande bourgeoisie moderniste et les couches salariées les plus tentées par le réformisme ; la première conserverait l'essentiel des leviers de commande économiques, les secondes se verraient accorder la gestion d'espaces de liberté et d'expérimentation sociale.

D'un autre côté, tandis que Mitterrand et son équipe se replient sur la conservation de leur position, Marchais, mais aussi Chevènement, projettent une alliance avec les fractions les plus rétrogrades de la bourgeoisie sur des bases explicitement nationalistes qui ne peuvent en période de crise que renforcer les risques d'une évolution de type autoritaire.

● **Sur les « contraintes économiques ».** On ne peut imaginer, avec le P.C.F., la perspective d'une économie autarcique, pas plus qu'on ne peut admettre, avec Rocard, d'ériger en dogme les lois de la division internationale du travail.

On ne peut pas rêver, dans la France et le monde tels qu'ils sont, d'une politique économique qui s'affranchirait immédiatement et complètement des contraintes extérieures. La politique d'économie d'énergie, de réorientation de l'appareil de production, de réorganisation des échanges, exigera du temps, à moins d'imposer des restrictions et des contrôles qui tourneraient rapidement à une forme de gestion autoritaire peu compatible avec la démarche autogestionnaire. D'autant que, en dépit de l'avancée de l'expérience collective depuis dix ans, les formes d'organisation du travail et les modèles de consommation alternatifs ne sont pas encore d'une telle cohérence qu'ils puissent s'imposer d'emblée à la majorité de couches populaires.

Mais le débat sur les « contraintes » doit aussi être situé dans son contexte politique, et pas seulement par rapport aux possibilités techniques de s'accommoder ou de s'affranchir des lois du marché. Les choix économiques et politiques sont eux-mêmes générateurs de contraintes. La question de l'attitude à avoir à l'égard du système monétaire européen, par exemple, est révélatrice.

L'acceptation par la gauche d'une telle perspective — comme le propose Rocard —, imposerait une contrainte considérable sur la politique sociale et économique qu'elle entendrait proposer (poursuite de la politique d'austérité).

C'est pourquoi il ne peut être question de se mettre à la remorque des courants dominants de la gauche — pas plus que de nous voiler la face en niant l'étroitesse des marges de manœuvre dans lesquelles devra se définir notre action. Le problème est de savoir quels sont nos atouts, même modestes, et comment nous pouvons les utiliser.

### Les atouts du P.S.U.

Si la restructuration de la gauche n'est pas en vue, les débats en cours en manifestent la nécessité et la possibilité. Le verrou longtemps imposé à l'ouverture de débats de fond a définitivement sauté. La manière dont s'est déroulé la querelle de chiffonniers entre le P.C. et le P.S. montre que la gauche, tant qu'elle restera organisée en deux forces dont chacune affirme sa vocation hégémonique, n'a guère de chances de se rassembler sur une alliance durable. L'échec et l'exaspération des antagonismes entre les deux forces crée une interrogation chez tous ceux qui, dans les deux organisations traditionnelles, ne se reconnaissent ni dans l'un ni dans l'autre de leurs projets dominants.

Notre tâche aujourd'hui est d'aller à la rencontre de tous ces militants. Notre objectif sera de participer à leur rassemblement sur un projet politique qui garantisse l'expression de leurs aspirations, et prépare ainsi les conditions d'une réunification du combat de la gauche. Une telle démarche ne saurait évidemment se réduire à celle qui doit se poursuivre au sein de la convergence autogestionnaire — qui en est un élément nécessaire. Elle ne saurait non plus se ramener à la confrontation par ailleurs utile avec les seuls rocardiens. Elle implique à la fois confrontation avec l'ensemble des tendances de gauche et constitution d'un troisième courant indispensable à la victoire des forces populaires.

Plusieurs propositions sont faites au congrès dans cette perspective. Ainsi en est-il de la création d'un Centre d'études prospectives sur le socialisme autogestionnaire qui s'adresse à la fois :

● à ceux des militants du CERES qui refusent



P.C. - P.S. :  
une querelle de chiffonniers  
(dessin extrait de l'album de Wiaz, la défaite a dépassé toutes nos espérances).

sent une logique nationaliste et autoritaire ;  
 ● aux militants du « courant des assises » qui ne se satisfont pas de la logique rocardienne ;  
 ● aux militants du P.C.F. en rupture avec le sectarisme et le néo-stalinisme ;  
 ● aux militants qui ont fait l'expérience des impasses groupusculaires ;

● et à tous ceux qui, au sein des organisations syndicales et mouvements populaires, s'interrogent sur les réponses politiques à apporter notamment à la restructuration capitaliste, au débat sur le mode de développement ou les formes de pouvoir populaire.  
 La dispersion de ces militants et notre propre faiblesse numérique ne nous dispensent pas de la tâche essentielle de leur affirmation politique, sans laquelle il n'y aura pas de majorité populaire. Au-delà des habillages tactiques ou idéologiques, il s'agit de savoir si le P.S.U. se résigne à leur dilution (et à la sienne) dans une opération de soutien à une candidature superprésidentielle aux présidentielles, ou s'il cherche à réaliser leur apparition autonome à l'occasion de ces élections.

Tout au long de la préparation du congrès, les militants du P.S.U. ont exprimé leur préoccupation d'agir, militer et débattre autrement. Cette préoccupation est largement partagée par d'autres. Elle peut tourner à l'apolitisme ou à la récupération par ceux qui la flatteront tout en continuant à faire de la politique comme par le passé. A l'inverse, elle est un des éléments qui peut fonder l'existence d'un courant qui réconcilie la parole et les actes. Cela aussi justifie l'autonomie d'une gauche socialiste autogestionnaire.

Gérard AKOUN, Gérard ARNO, Christian BERGER, Huguette BOUCHARDEAU, François DALBERT, Jean-Marie DEMALDENT, Serge DEPAQUIT, Hubert JAYET, Victor LEDUC, Michel MOUSEL, Geneviève PETIOT, Bernard RAVENEL, Pierre REGNIER, René SCHULBAUM, Jean-Yves SPARFEL, François TURQUAN, Lucien VARAGUE, membres du Bureau national.

## P.S.U. des compétents, non ! P.S.U. des exécutants, oui !

Dès l'ouverture des séances de la Direction politique nationale du P.S.U. des 4 et 5 novembre, le « courant communiste autogestionnaire » a présenté un texte intitulé « Pour une initiative des autogestionnaires » appelant à une confrontation générale sur l'autogestion depuis le P.S. jusqu'aux anarchistes inclus. Devant ces propositions, le Bureau national a éclaté en deux clans : les uns (Mousel) noyant le poisson dans le débit d'une idéologie confuse impuissante face à la montée du « courant des Assises » ; les autres (Hercet) récupérant notre initiative sans posséder l'analyse sociale qui permettrait une régénérescence du P.S.U.

Dans notre parti qui se dit autogestionnaire, le Bureau national, lors de sa dernière conférence de presse, a passé sous silence notre intervention et a minimisé devant les journalistes ses dissensions internes, comme si le thème de discussion que nous précisons était moins important pour les militants que les secousses qui ébranlent l'ancienne majorité ! Lorsqu'il se rallie à notre proposition d'engager le débat avec les autogestionnaires seuls, Hercet a raison contre Mousel qui s'entête à ne pas s'éloigner de l'orbite conservatrice des stasicrates du P.C.

Notre stratégie a toujours été de construire un pôle autogestionnaire favorable aux exécutants. Tant que le courant des Assises était prisonnier du Programme commun, nous avions l'avantage de pouvoir mener une action offensive vis-à-vis des mouvements et de la C.F.D.T. ; aujourd'hui, notre initiative se trouve malheureusement dans une position défensive puisque nous en sommes ré-

duits à empêcher que le courant des Assises ne monopolise à nos dépens la dynamique autogestionnaire.

Oui, dans le contexte actuel, le P.S.U. est encore nécessaire. Notre parti participe à la plupart des luttes des travailleurs et pourtant son existence n'a jamais été aussi précaire. Pourquoi un tel divorce entre la pratique de la base et l'impuissance politique du P.S.U. ? Ce n'est pas seulement parce que la « présence dans les mouvements sociaux... ne permet pas par elle-même une synthèse de ces débats », mais parce que notre parti a été dans l'incapacité de dégager les éléments d'analyse, qui en servant de référence aux travailleurs exploités, aurait amené leur regroupement autour de nous.

Quatre années de dénigrement de l'appareil du P.S.U. à notre égard n'ont tout de même pas empêché Hercet et ses camarades de découvrir enfin que le salariat se divise en deux grandes couches. C'est bien, mais ça ne suffit évidemment pas pour se démarquer d'un interlocuteur puissant avec qui on prétend se confronter. Nous savons qu'un renouvellement de l'opération des Assises n'est pas dans l'intention des camarades qui emboîtent le pas à notre démarche vers l'ensemble des autogestionnaires. Mais comment pourront-ils résister à l'appel des sirènes du P.S. eux qui écrivent à propos des « rocardiens » et du P.S.U. : « notre recrutement politique potentiel est majoritairement le même » (c'est nous qui soulignons).

Nous l'avons dit dès le lendemain des

élections : le courant des Assises va de plus en plus s'imposer comme le représentant d'un projet politique de compromis entre les compétents et les exécutants qui sera inévitablement à l'avantage des premiers. Tant que les 4 camarades signataires de « Points de vue » (T.S. n° 805) ne comprendront pas que l'avenir de notre parti réside dans la **défense des intérêts des exécutants en tant que classe**, toutes les tactiques, toutes les confrontations, tous les débats tourneront à notre déconfiture puisqu'ils continueront de traduire l'opportunisme que nous dénonçons en permanence.

Le P.S.U. des compétents est moribond. Vive le P.S.U. des exécutants !

André FONTAINE. ■

### POUR UNE INITIATIVE DES AUTOGESTIONNAIRES

Le texte qui suit est un extrait du texte proposé par le « Courant communiste autogestionnaire » lors de la dernière réunion de la Direction politique nationale, des 4 et 5 novembre 1978.

Pour permettre une avancée, les camarades du « Courant communiste autogestionnaire » du P.S.U. proposent donc à tous les autogestionnaires organisés — ceux du P.S., du P.S.U., du F.A., de la C.F.D.T., des mouvements anti-autoritaires et anti-centralisateurs, des groupes anarchistes-communistes et communistes-libertaires —, de se rencontrer dans tout le pays pour échanger éléments d'analyse et réflexions sur l'autogestion. Pour nous, la régénérescence de la gauche passe par l'élaboration de projets autogestionnaires fondés sur une description actuelle de la formation sociale rendant compte de sa dynamique. Dans le débat qui doit s'ouvrir, notre courant a conscience de pouvoir apporter une grille nouvelle d'analyse permettant d'ébaucher une telle description.

De telles rencontres excluent dans un premier temps toutes les organisations ayant de fait un projet non autogestionnaire, c'est-à-dire celles qui, comme le P.C.F. ou l'extrême gauche léniniste, privilégient le rôle d'une avant-garde organisée dans la lutte des classes et la transformation de la société. Dotées de théories justifiant leur rôle dirigeant, ces organisations ne chercheraient qu'à faire dévier les débats vers leurs propres thèses. Lorsque les autogestionnaires auront clarifié leurs projets, la confrontation avec ces organisations sera indispensable et devra être portée devant tous les travailleurs.

Ces rencontres que nous proposons doivent avoir trois objectifs :

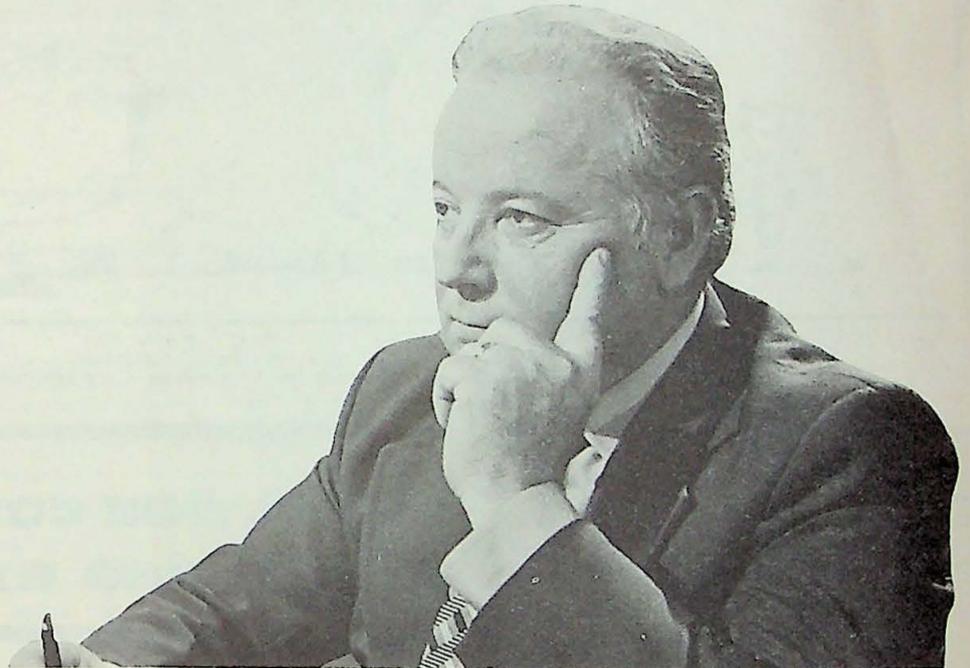
- l'analyse de la formation sociale et des différentes stratégies politiques ; ce débat théorique est évidemment ouvert à tous ceux qui veulent y participer ;
- l'examen de la situation actuelle des différentes catégories de travailleurs et de leurs perspectives de lutte ;
- la diffusion des différentes analyses et propositions émanant des groupes en présence accompagnées de commentaires faits à leur sujet par les autres participants.

Nous pensons ainsi contribuer non seulement à éclaircir les perspectives autogestionnaires, mais également à déboucher sur des propositions d'actions concrètes, répondant aux intérêts des couches exécutantes. ■

social

## 40<sup>e</sup> congrès de la C.G.T. : Un langage nouveau

Faut-il parler d'ouverture ? En tout cas, le congrès de Grenoble marque une " avancée " que l'ensemble du mouvement ouvrier doit prendre en compte



Georges Séguy à la tribune : se maintenir à la hauteur des nouvelles situations.

Le 40<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T., qui s'est déroulé à Grenoble au cours de la dernière semaine de novembre, restera-t-il vraiment comme le congrès de l'ouverture ? Seul l'avenir nous le dira.

Ce qui est important, aujourd'hui, c'est l'ambiance nouvelle dans laquelle le congrès s'est déroulé. Sa préparation s'est faite dans des conditions inconnues à la C.G.T. depuis plus de trente ans. Les militants de base ont eu la possibilité de s'exprimer avec leurs sensibilités différentes et aussi avec des appréciations, souvent divergentes, sur les orientations du Bureau confédéral.

Cette diversité s'est traduite également, bien que d'une façon plus limitée, au niveau des interventions militantes, dont certaines ont tranché avec le ton — et le contenu — traditionnel des congrès cégétistes. Comme celle d'une ouvrière de l'Alsacienne (biscuiterie) exposant en termes posés et fermes, les revendications féminines, le problème du partage des tâches ménagères et familiales, à travers un nouveau comportement des travailleurs, qui ne peuvent agir comme des patrons et dire à leur compagne « travaille et tais-toi... ». Comme celle aussi, du délégué de l'O.N.I.C., demandant un large débat sur le nucléaire, prenant la défense des syndicats de soldats, regrettant que le programme de la C.G.T. n'ait pas pris l'ascendant sur le Programme commun...

Bien d'autres interventions mériteraient d'être citées. Toutes diversifiées, elles furent

souvent contradictoires ; dans certaines, cependant, perceait le regret d'une politique passée !...

### « L'action impose des concessions »

Comment ces changements dans la préparation et dans le déroulement se sont-ils répercutés sur les décisions du Congrès, et donc sur l'attitude de la direction de la C.G.T. au terme des débats ?

Dès l'ouverture du congrès, Georges Séguy a affirmé la volonté d'ouverture de la direction, sa recherche pour une mise à jour permanente permettant de se maintenir à la hauteur des nouvelles situations. Il a affirmé que l'autogestion était au cœur des débats et que ces derniers ne doivent pas être uniquement l'affaire des états-majors et de l'élite. Il a invité tous les travailleurs à s'exprimer à tous les niveaux.

Il y a là un langage nouveau qui, malgré ses limites, rompt avec le ton d'autosatisfaction auquel on était habitué.

Les propositions du secrétaire général de la C.G.T. aux autres centrales sont une base possible de recherches pour un combat unitaire de la classe ouvrière.

« L'action impose des concessions » : cette petite phrase en dit long sur les intentions de la direction cégétiste. D'autant plus qu'elle

servait de préambule à la proposition adressée à la C.F.D.T., la F.E.N. et F.O. de créer un comité national d'unité d'action. Le but recherché est d'engager le débat, de favoriser les convergences à tous les niveaux et d'aboutir à la décrispation comme à un renouveau du mouvement syndical.

Il serait regrettable qu'une telle proposition ne soit pas étudiée sérieusement par tous les intéressés, et en particulier, par la C.F.D.T. Depuis les prises de positions négatives de la C.G.T. au moment de la rupture de l'Union de la gauche, cette proposition, de nature fondamentalement différente, devrait permettre une relance du combat unitaire, en particulier sur l'emploi.

## Nationalisations et démocratie ouvrière

La deuxième ouverture concerne le rapport entre nationalisations et démocratie ouvrière.

Sur les conseils d'atelier, c'est Jean-Louis Moynot, secrétaire de la C.G.T., qui a amorcé le débat. Rappelant brièvement le rôle nécessaire des nationalisations il a dit, entre autres, qu'elles devaient être, aux yeux de la C.G.T. « les instruments » d'un nouveau « type de développement social ». Les conseils d'atelier peuvent jouer un rôle primordial dans le secteur nationalisé, par rapport aux conséquences d'une extension de ce secteur sur les questions de décision ou de planifications économiques. Poursuivant son analyse, J.-L. Moynot précise à quelle exigence ils doivent répondre, et aussi tente de définir l'essentiel de ce que devrait être leur forme, leur créativité et leur rôle.

La question de l'ouverture ne se posait pas seulement en termes de propositions unitaires ni d'avancée « doctrinale », mais aussi, plus concrètement, à propos de la composition des organes de direction de la centrale. Ce point avait été évoqué très concrètement avant le Congrès par des militants de la C.G.T. adhérents au P.S., qui, au cours du Congrès, se sont surtout attachés au problème de la rupture de l'Union de la gauche tout en saluant cependant l'ouverture. Aux yeux de nombreux observateurs, cette question s'est réduite au fait de savoir s'il fallait donner à des socialistes une part plus grande de responsabilités, à tous les niveaux. Elle a donc été, en fait, mal posée. Peut-on résumer le problème de l'équilibre d'une direction syndicale authentiquement représentative à une question de « dosage politique » ? Nous ne le pensons pas.

## Une avancée

Les adhérents et militants de la C.G.T. sont majoritairement inorganisés sur le plan politique. Dans ces conditions, il est souhaitable que tous les courants de pensée qui traversent l'organisation soit représentés à tous les niveaux, comme il est nécessaire que les militants élus à des postes de responsabilités le soient en fonction de leur travail syndical, réalisé sur l'entreprise, et de leurs interventions dans les luttes sociales. Ces deux éléments ne sont pas dissociables.

L'ouverture de la direction a été, de fait, réduite. Mais, globalement, il n'est pas possible, sérieusement et honnêtement, de constater, à ce congrès, l'avancée de la C.G.T. vers l'ouverture, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il nous paraît souhaitable que, dans son ensemble, le mouvement ouvrier analyse en profondeur cette avancée, afin que la porte entrouverte ne soit pas rapidement fermée.

Pierre REGNIER ■



De nouveaux chômeurs par milliers : la restructuration bat son plein.

## Emploi : la dernière charrette

Cinq mille licenciements  
en une semaine :  
par les temps qui courent,  
un événement  
presque banal

Il y a trois ans, l'annonce de centaines de licenciements dans une entreprise faisait la « une » des journaux. Aujourd'hui, la cascade de fermetures étant quasiment programmée, normalisée par le discours sur le nécessaire « assainissement de l'économie française », l'émotion suscitée par des milliers de licenciements ne fait plus beaucoup de vagues. Et pourtant...

Pourtant, à Outreau, dans la région de Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, les travailleurs se sentaient à l'abri de la « tempête restructuratrice » qui secouait la sidérurgie française. Les aciéries de Paris et d'Outreau, employant 2 500 salariés produisaient du ferro-manganèse. Le secteur des métaux non ferreux semblait rentable, peu susceptible de subir les effets de la crise. Désillusion ! Plus de 1 000 personnes doivent prochainement être licenciées à Outreau, dont 618 uniquement dans les hauts-fourneaux. Ils doivent faire partie d'une « charrette » de 1 569 licenciements sur l'ensemble de l'entreprise. Raison avancée : la situation financière catastrophique provoquée par la hausse du prix du manganèse. En fait, on assiste à une reprise en mains, avec l'aide des fonds de l'Etat (10 millions de francs) des aciéries de Paris et Outreau par les aciéries de Pompey (qui investiraient 20 millions de francs), elles-mêmes contrôlées par le groupe Sacilor, lui-même « surveillé » par le gouvernement depuis l'annexion de la sidérurgie française par les pouvoirs publics. Cette reprise en mains est aussi

une remise en ordre : crédits plus licenciements constituent les clés de l'alignement sur le marché mondial.

A Saint-Etienne chez Manufrance, c'est d'un autre alignement qu'il s'agit. « Sauvée » temporairement du bradage complet par l'intervention de la municipalité stéphanoise, majoritairement communiste, la vieille firme se voit aujourd'hui menacée par un nouveau plan de son P.D.G. : M. Gadot-Clet. Cet homme, dont le premier plan assorti de centaines de licenciements en avril 1977 fut à moitié accepté, revient à son appréciation initiale sur la « santé de l'entreprise » et propose 1 360 nouvelles mises au chômage. Il donne à l'appui de son diagnostic, des prix prohibitifs de certains produits, en particulier des hameçons.

La solution de relance de Manufrance, peu avant mars 1978, était-elle seulement politique ? Larguerait-on Manufrance maintenant que la gauche a perdu ? Les élus communistes furent-ils volontaristes et trop optimistes en acceptant une demi-restructuration ? Aujourd'hui, des travailleurs désespérés sont soumis au feu roulant de ces questions et à l'angoisse d'aller grossir les 10 % de chômeurs stéphanois. Le tribunal de commerce doit bientôt trancher. Les protestations vont bon train contre Gadot-Clet, à qui une partie de la municipalité fit confiance dans une mission difficile. L'aide du pouvoir ne va pas, on le sait, aux « canards boiteux ». Le plein emploi, la sauvegarde des équilibres industriels régionaux sont le cadet de ses soucis. La restructuration bat son plein, les travailleurs de Saint-Etienne n'en reviennent pas ; ceux de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, de Creusot-Loire (750 suppressions d'emploi annoncées en particulier à Rive-de-Giers), de CIT-Alcatel (400 licenciements à La Rochelle), des Tissages de Flers (450) se joignent à eux. La semaine dernière, 5 000 licenciements étaient décidés. Ils s'ajoutent à ceux du textile (sur lesquels la C.F.D.T.-Hacuitex vient de publier un livre blanc), de la sidérurgie, de la navale, etc.

Ce triste palmarès ne mérite pas qu'on s'endorme et que face au chômage, les occupations, les détentions de stocks, le contrôle ouvrier, les ventes sauvages, les luttes unitaires reprennent droit de cité dans l'action syndicale et ouvrière.

J.-Y. SPARFEL ■

## Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt La comédie urbaine

Cité sans classe, autogestion du quotidien, démocratie locale... Deux jeunes auteurs, sociologues et urbanistes, démontent, non sans insolence, les mécanismes cachés d'un nouveau mode de domination.

### Deux livres récents :

La Comédie urbaine (1)  
et le Socialisme à visage urbain (2)  
présentent de l'évolution de la  
société française une interprétation  
originale et même provocatrice.

### Elle est ainsi résumable :

« Alors que les firmes multinationales remodèlent le monde à leur gré et que l'étatisme autoritaire progresse à pas de géant, on annonce au « citoyen » en général et au « citadin » en particulier que l'heure est enfin venue pour lui de prendre ses affaires en mains. » On, c'est-à-dire les politiciens, bureaucrates, technocrates et idéologues de la gauche établie, socialiste ou communiste, prêts à passer un « compromis historique » avec les représentants du capitalisme mondial, à charge pour eux d'organiser sur le plan local le « consensus » des classes dominées au statu quo global du système capitaliste, par le biais d'institutions « autogérées » de contrôle social et de conditionnement idéologiques. »

**Voilà le décor planté pour ce théâtre imaginaire, celui de la comédie urbaine.**

**Le répertoire est classique : assurer la domination capitaliste la plus large possible.**

**Les protagonistes le sont moins et méritaient qu'on s'y attarde... Les auteurs des deux livres, Denis Goldschmidt**

**et Jean-Pierre Garnier, les décrivent :**

« Le compromis ne fait en réalité que traduire une compromission : celle de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne avec la grande. L'appui de cette classe montante apparaît décisif pour instaurer en France, par le détour d'une revitalisation de la démocratie locale, le règne d'une social-démocratie que Giscard souhaite de tous ses vœux. »

Il était difficile ici de condenser, sans avoir recours à des affirmations péremptoires, la matière des sept cents pages développant ces thèses. Nous avons préféré rencontrer les auteurs.

**TRIBUNE SOCIALISTE :** Peut-on dire que vos deux livres constituent un manuel sur la manière dont la bourgeoisie tente de récupérer les luttes urbaines ?

**DENIS GOLDSCHMIDT :** Ça ne se passe pas seulement en terme de récupération. Il est difficile de discerner ce qui est récupérable ou pas. Nous nous sommes surtout référés à une problématique qui a été émise il y a une dizaine d'années par toute une partie de la gauche : le cadre de vie peut être un terrain de luttes. On s'aperçoit dix ans après que les mêmes tiennent des discours à peu près identiques, mais avec des idées beaucoup moins subversives qu'intégratrices.

Ce discours était formulé par les agents d'une fraction de classe qui aspiraient au pouvoir. Il s'agissait moins de tenir un discours anticapitaliste que de dire : la place que le capitalisme nous laisse n'est pas très confortable ; on souhaiterait qu'elle fut aménagée. Ce point de vue était donc relativement facile à récupérer dans la mesure où aujourd'hui « il faut remettre nos pendules rustiques à l'heure » (Régis Debray) et faire l'aggiornamento qui s'impose compte tenu des nouvelles modalités d'exploitation. Finalement, certains archaïsmes disparaissent et les discours de la gauche sur les luttes urbaines ont été extrêmement utiles pour réussir à les faire sauter.

**T.S. :** Que désignes-tu par « archaïsmes » ?

**D.G. :** Le capitalisme dans les années soixante gérait la société sur la base d'une



alliance de classe qui allait rapidement se révéler incompatible avec l'évolution souhaitée du système capitaliste en France. Coexistaient une grande bourgeoisie en cours de concentration et de multinationalisation, et une petite bourgeoisie traditionnelle issue du capitalisme concurrentiel et de la petite propriété. En tant qu'alliée efficace, cette petite bourgeoisie avait fait son temps car elle était condamnée. Il s'agissait donc d'assurer la relève et de passer une nouvelle alliance. Dans le même temps, une nouvelle fraction de classe se structurait, secrétée par les modifications mêmes du capitalisme : la nouvelle petite bourgeoisie. Pendant toute une période cette dernière ne put jouer le rôle qu'elle imaginait devoir jouer et rien n'était ménagé pour qu'elle le joue. Elle était dans l'opposition, car elle n'avait pas encore sa place. La nouvelle politique urbaine allait lui ménager l'espace et les institutions où elle allait pouvoir se reconnaître et s'affirmer.

### Une gestion « cesaro-papiste »

**JEAN-PIERRE GARNIER :** Il s'agissait en effet d'un archaïsme, l'existence d'un dispositif institutionnel extrêmement centralisé et rigide ne laissant aucune place à la participation et à toute initiative, fût-elle la plus mystificatrice qui soit. Si on compare la France aux modèles étrangers de décentralisation, l'archaïsme institutionnel résidait dans le fait qu'on gérait de manière absolutiste, **cesaro-papiste** comme dit Henri Lefebvre, un Etat vertical très autoritaire ; alors qu'on pouvait pratiquer des formes de gestion étatique de la société civile beaucoup plus souples, fonctionnant avec la délégation et la décentralisation de pouvoir, à des niveaux régionaux et locaux bien plus petits comme la commune, voire les associations. C'est le modèle anglo-saxon.

Or, en France, nous avons un contraste entre une société qui s'actualisait au plan économique et technologique, et un retard institutionnel. Sur le plan idéologique par exemple, ce retard est culturel. Pour le droit à la différence, nous nous heurtons à des barrières. On voit dans certains pays étrangers que les diversités sont gérées dans la conformité : respect des coutumes locales, des traditions, des minorités ; c'est la politique américaine de lutte contre la pauvreté dans les ghettos. Les gouvernants n'essayent pas de faire intégrer un modèle unique à tous ; ainsi en Allemagne, les particularismes nationaux, sexuels sont mieux acceptés.

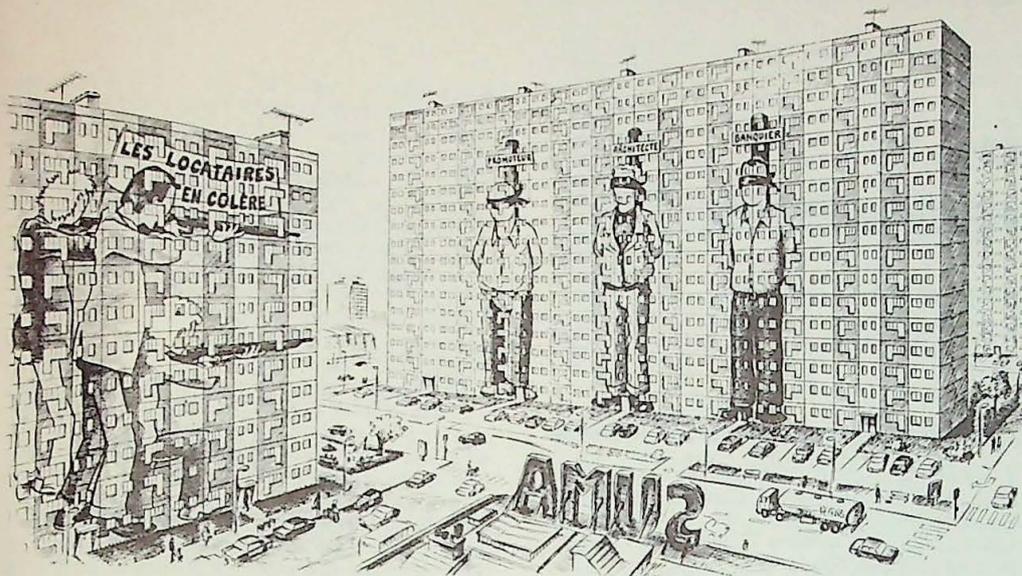
En France, par contre, il y a un démantèlement des dispositifs de contrôle social traditionnel, du fait du développement même du capitalisme qui a ébranlé la famille, qui a remis en cause tout un système de valeurs maurassien, pétainiste, de l'idéologie hexagonale de la droite française ; mais ce terrain là n'était pas bien couvert par des nouvelles institutions susceptibles de canaliser les nouveaux comportements naissant de cette tombée en désuétude. Dès lors il y a eu émergence de mouvements sociaux dans ce vide et, dans une première phase, cela est apparu comme une brèche supplémentaire d'action contre le capitalisme.

### La vie n'est pas un cadre

**T.S. :** En critiquant ceux qui pensaient ainsi, vous semblez justifier à posteriori que les organisations ouvrières françaises ne se soient pas engouffrées dans cette brèche. Car il faut bien dire que les syndicats, par exemple, furent quasi inexistantes sur ce terrain.

**D.G. :** Non, nous ne les justifions pas, au

## ..HUMANISEZ VOS GRANDS ENSEMBLES GRACE AUX FRESQUES MURALES..



contraire ! Si tu veux, le « hors travail » fonctionnait comme quelque chose ne devant rien aux conditions de travail. Le capitalisme était analysé comme un rapport de domination extra-économique, se situant sur le terrain de la consommation et non sur celui de la production.

Nous, nous pensons cependant qu'une lutte purement économiste, ça conduit au capitalisme d'Etat, à une alternative de gestion d'un système économique inchangé. Nous déplorons donc que les nouveaux terrains de luttes urbaines aient été monopolisés par des couches sociales que nous désignons comme la nouvelle petite bourgeoisie, essentiellement sensibilisées aux problèmes du cadre de vie.

Pour revenir à ta question, il n'y a donc pas aujourd'hui récupération des thèmes avancés dans les premières luttes urbaines, mais adéquation à un moment donné d'une problématique émise à gauche avec un certain type de projet de la bourgeoisie. Lorsque Manuel Castells écrivait que « le pouvoir était dans la rue », il s'agissait en fin de compte de savoir le pouvoir de qui, contre quoi, et pour quels objectifs ?

J.-P.G. : Le cadre de vie est une notion idéologique qui mine par avance le terrain sur lequel on engage le combat. La vie, ce n'est pas un cadre, c'est une pratique sociale. Celle-ci est liée, pour ce qui concerne le « hors travail », à la reproduction de la force de travail d'une part, au contrôle social d'autre part, qui découlent des rapports de production. Autonomiser ce « hors travail » conduit à se placer sur le terrain que la bourgeoisie a choisi. C'est-à-dire donner l'illusion qu'on peut réaliser une émancipation hors du travail sans toucher aux rapports de production au sens large du terme.

**T.S. : Une idée court dans vos livres : l'enjeu de la nouvelle politique urbaine giscardienne vise plus la constitution d'un compromis social qu'un simple aménagement spatial différent de celui pratiqué par le gaullisme, puis par Pompidou. Pourquoi cette hypothèse ?**

J.-P.G. : Il ne s'agit pas pour la bourgeoisie de répondre seulement aux luttes urbaines. La nouvelle politique urbaine veut résoudre des contradictions sociales globales en utilisant l'espace urbain. Nous voulons dire par là que les luttes urbaines n'ont jamais atteint en France le degré d'intensité qu'elles ont eu par exemple en Italie, ou au Chili. Par contre, les nouvelles formes de luttes,

pas forcément urbaines, apparues en France en mai 68 et au cours des cinq ou six années qui suivirent (Lip, Larzac, Joint Français, Cerisy, etc.), inquiétèrent la bourgeoisie.

### Des scénarios ministériels

Ces luttes nouvelles extra-institutionnelles, souvent spontanées, se caractérisent toujours par la constitution de collectifs de combat sur une base territoriale. La bourgeoisie voulut les analyser. L'appropriation d'un espace (l'usine occupée par exemple) donnait consistance à l'autonomie populaire. La majorité des études commandées par les ministères à partir de 73 scrutèrent cet aspect des luttes. Le problème pour la bourgeoisie devint donc de modifier, de déstructurer ces communautés territoriales en lutte en leur donnant un nouveau cadre : des collectifs locaux qui puissent absorber les contre-pouvoirs locaux naissant au cours d'une lutte sociale. Le local, qu'on caractérisait auparavant comme ponctuel, périphérique, marginal, secondaire, est ainsi devenu un problème central ; car la bourgeoisie craint que le pouvoir central demeurant intact, il ne puisse plus jouer sa fonction centralisatrice dans la mesure où la périphérie cesserait d'être subordonnée en devant un lieu, un espace autonome, opposé à l'exercice du pouvoir du centre.

D.G. : Voilà pourquoi les sociologues étudiaient moins des problèmes urbains que tous les problèmes sociaux. Les scénarios de société imaginés au départ des années 70 à la demande des ministères portaient déjà sur des moyens à mettre en œuvre pour pacifier le champ social ; ils réalisaient une projection dans l'espace et l'urbain d'une certaine politique sociale de la bourgeoisie, et plus seulement d'une politique économique. La hantise du double pouvoir a poussé les tenants d'une nouvelle politique urbaine (Michel, Albert, Guichard, Paul Granet, etc.) à faire de l'espace un lieu de régulation matérielle et institutionnelle. Voilà pourquoi nous estimons qu'elle n'est pas une réponse à des contradictions urbaines.

Si le pouvoir a choisi de quadriller le territoire par des micro-opérations, c'est qu'il pense que, là, des événements peuvent surgir. Il intervient partout parce qu'il pense que tout peut se passer partout. Il mène une politique d'atomisation des lieux sociaux dans lesquels se situaient jusqu'à présent

les travailleurs et il veut créer un consensus social des gens à partir d'une image d'eux-mêmes autonomisés, fictivement indépendants du travail. Au citoyen-travailleur-électeur, on veut substituer le citoyen citadin.

### Le compromis rampant

Venant se brancher sur cette vision générale, l'idée d'un éclatement de la classe ouvrière, entre un noyau stable, jouissant d'un travail, d'un statut permanent et une masse de déplaçables, marginaux, loubards, lumpen, etc., n'est pas sans intérêt. Le pouvoir craint justement les réactions de ceux dont la vie, la représentation de la société, ne seront plus essentiellement liées à la fonction de produire.

J.-P.G. : Il y a une crise de la représentation. Le dispositif hégémonique de la bourgeoisie caractérisable par le « travail, famille, patrie » fonctionne de plus en plus mal, n'est plus en prise avec toute la société civile. Il lui faut donc couvrir, contrôler l'espace social dans son intégralité. Bien que les forces de l'ordre voient leur nombre augmenter, des gouvernants ne peuvent multiplier indéfiniment les C.R.S., mais veulent instaurer un nouveau tissu de contrôle social, faisant en sorte qu'une partie de la population prenne elle-même en charge sa propre mise en condition.

**T.S. : On sent à la lecture de vos livres un malaise : la « pièce de théâtre » est bien jouée, avec quelque succès. La nouvelle petite bourgeoisie tient bien son rôle...**

D.G. : La classe ouvrière est au creux de la vague. Il y a eu retombée des luttes. Cela tient au fait que le pouvoir a adopté une stratégie économique obligeant la classe ouvrière à une attitude défensive. Le démantèlement et la décomposition des forces ouvrières par les effets de la restructuration sont en cours. Sur le plan politique, la gauche a monopolisé la scène, ne donnant aux luttes que le débouché électoral. Qu'est-ce que ces partis de gauche ? Là intervient notre conception de la nouvelle petite bourgeoisie.

Si la bourgeoisie a pu maîtriser la lutte de classe dans la période récente, c'est dans la mesure où cette fraction de classe très remuante qui, en 1968, descendait dans la rue, ouvrait de nouvelles brèches, de nouveaux fronts de lutte contre le capitalisme, s'avère être aujourd'hui une classe qui a utilisé ces luttes pour avoir sa part de gâteau, c'est-à-dire pour fonctionner comme sous-traitante de la domination à la place des anciennes couches traditionnelles alliées à la bourgeoisie.

La classe ouvrière a donc été temporairement neutralisée, grâce à la crise et grâce au compromis historique passé à un niveau local, de manière rampante, avec les nouvelles couches moyennes. Ce compromis s'est établi dans les municipalités, dans l'appareil d'action social, celui d'encadrement culturel et scolaire et dans les associations. Ces trois lieux ont été les vecteurs institutionnels de l'ascension politique de ces couches sociales. Leur fonction principale est d'encadrer la quotidienneté. C'est par rapport à ce rôle rarement mis en évidence (et pour cause) que nos livres se veulent, en particulier, une dénonciation de ceux qui, en se réclamant de l'autogestion, privilégient en fait le mot gestion et par conséquent la logique du système.

**Propos recueillis par Jean-Yves SPARFEL ■**

(1) La comédie urbaine, éditions Maspéro, 1978, 335 p., coll. « Textes à l'appui », 55 F.

(2) Le socialisme à visage urbain, Essai sur la local-démocratie, Paris, éditions Rupture, 1978, 446 p., 41 F., par Denis Goldschmidt et Jean-Pierre Garnier.

# et pourtant elle tourne

## Europe des Neuf : le " grand dessein "

Les nouveaux accords monétaires de Bruxelles vont surtout bénéficier au grand capital allemand et français

La réunion du Conseil européen, regroupant cette semaine à Bruxelles les chefs d'Etats et de gouvernements de la C.E.E., remet en pleine lumière la nature de la politique européenne actuelle, à la fois par son contenu et par sa méthode.

Par son contenu : la mise en place du système monétaire européen (S.M.E.) est une étape décisive dans l'autonomisation — relative — des Neuf du Marché commun face aux Etats-Unis. En même temps les difficultés rencontrées (en particulier avec l'Angleterre et l'Italie) montrent que la course à l'intégration se caractérise aussi par des contradictions internes accrues.

Par sa méthode : la prise de décision dans le domaine apparemment complexe du pouvoir monétaire se fait sans qu'à aucun moment un débat préalable ait permis d'évaluer toutes les implications pour les travailleurs des pays concernés. Et cela quand est déjà pratiquement commencée la campagne pour les élections du Parlement européen au suffrage universel, fixées à juin 1979.

### Les effets de la crise

Il faut rappeler en deux mots les origines de la situation actuelle, dominée, bien sûr, par les effets de la crise. La crise — c'est-à-dire la chute en taux de profit — impose au capitalisme une restructuration sauvage de l'appareil productif pour permettre précisément de relancer ce profit. Pour l'Europe occidentale, les effets globaux peuvent se résumer ainsi, face à l'affaiblissement relatif de l'hégémonie américaine : il y a renforcement de l'impérialisme allemand — et en partie, de l'impérialisme français. En même temps, les contradictions entre les impérialismes se sont accrues et chacun cherche à étendre ses débouchés extérieurs pour sortir de la crise. Cette compétition prend

la forme de guerre commerciale mais aussi financière et monétaire. Dans cette jungle, l'impérialisme britannique et le capitalisme italien, pour des raisons différentes, connaissent un certain déclin.

Ainsi, en Europe de l'Ouest, la grande bourgeoisie industrielle et financière se voit obligée d'accélérer les rythmes de l'intégration tout en élargissant son champ d'application aux pays du Sud de l'Europe. Il s'agit pour cette bourgeoisie d'utiliser à son propre bénéfice le relatif affaiblissement des Etats-Unis et de contrecarrer les effets d'une contre-offensive des Américains qui viserait à la reléguer dans un rôle de second ordre au sein de la nouvelle division internationale du travail et des marchés.

### Un coût social élevé

C'est de ce point de vue qu'il faut partir pour juger le " grand dessein " franco-allemand du moment : le S.M.E. Il s'agit, en fait, après l'entrée en crise de l'hégémonie du dollar, de la formation d'une zone mark — d'un mark flanqué du franc français. Cette question est l'objet de conflits les plus graves entre les différents pays européens. Ainsi, la dépendance de la lire et de la livre sterling vis-à-vis du mark comporte des conséquences assez lourdes pour l'économie de l'Italie et de la Grande-Bretagne qui se verront contraintes de renoncer à une partie des bénéfices pour leurs exportations provenant du fait que leurs monnaies suivront partiellement la chute du dollar. Mais surtout la discipline, exigée par le nouveau système, leur imposera une politique plus rigide de déflation avec toutes ses conséquences économiques (retrécissement des bases productives) et sociales (austérité et chômage accrus).

Ainsi l'intégration entre les différentes

économies de la C.E.E. se fait à l'avantage des secteurs dominants du grand capital des différents pays, tandis que l'évolution de chacune des économies prises dans leur cadre national se fait de manière plus différenciée, au détriment des économies des régions et des secteurs les plus faibles (« les moins prospères », comme on dit à Bruxelles). L'économie de la R.F.A. et, en partie, l'économie française doivent en bonne logique capitaliste bénéficier de cette situation mais le coût social est déjà et continuera à être très élevé.

En effet cette restructuration, par la destruction qu'elle opère des forces productives tant humaines que naturelles, provoque une situation de crise sociale qui s'articule avec une crise portant sur la valeur même du système capitaliste. Les conditions potentielles d'un nouveau mouvement de masse de portée anticapitaliste sont réunies et c'est bien ce qui inquiète à moyen terme la bourgeoisie.

### Et le parlement européen ?

C'est dans ce contexte que se situe la mise en place du Parlement européen élu au suffrage universel. Certes, ces élections ne produiront pas directement un pouvoir supranational. Ce parlement au départ sera privé des attributions et des instruments nécessaires : l'intégration européenne se continuera par les négociations entre les grands groupes capitalistes et les Etats actuels — c'est le rôle du Conseil européen. On assiste cependant à la création d'un nouveau cadre institutionnel assez hybride qui vise à faciliter l'arbitraire des conflits anticapitalistes et inter-étatiques et à mieux faire accepter une politique économique conjoncturelle, aboutissant au renforcement des plus forts au nom des intérêts de l'ensemble de l'économie capitaliste.

Ces élections sont donc importantes parce qu'elles visent à faire légitimer un ensemble d'instruments économiques (dont le système monétaire européen ainsi que l'Europe verte), politique et technocratique (la Commission de Bruxelles et l'ensemble de ses comités). En même temps, elles seront l'occasion d'un grand débat (1) sur les rapports de plus en plus contraignants entre l'avenir de l'Europe du Marché commun et celui des travailleurs de chacun des pays concernés.

Bernard RAVENEL ■

(1) Dans ce débat, le P.S.U. se doit d'être présent. Pourquoi et comment, c'est ce que nous nous proposons de développer dans un prochain « T.S. ». B.R.

## Turin : contre « l'Europe des multinationales »

Une campagne contre « l'Europe des multinationales » doit précéder la période de la campagne proprement dite pour les élections du Parlement européen prévues en juin 1979.

C'est ce qu'ont décidé une quinzaine d'organisations et groupes de la gauche non réformiste d'Europe, réunis les 25 et 26 novembre à Turin.

L'éventail des organisations participantes comprenait : Democrazia Proletaria (Italie), Pour le socialisme (Belgique), V.S. (Parti socialiste de gauche du Danemark), P.S.U., O.C.T., Cedetim, Comité contre l'hégémonie germano-américaine (France), K.B. et Socialistike Buro (R.F.A.), Pasok (Grèce), Mouvement communiste et Parti du travail (Espagne), Sinn Fein (Irlande), Socialiste Worker Party (Grande-Bretagne).

Sur le problème de la participation à la consultation électorale

elle-même les positions sont assez divergentes et aucune position commune n'a été définie.

Cependant, sur le plan du contenu politique d'une campagne à mener contre « l'Europe des multinationales » un travail assez important a été accompli qui a regroupé environ 600 personnes.

Le document final approuvé à la fin du débat indique huit points sur lesquels il importe de livrer bataille : liberté et droits individuels ; droit à l'emploi et lutte contre la restructuration capitaliste ; pour la libération de la femme, soutien aux luttes des travailleurs de la terre ; contre l'Europe nucléaire, sauvegarde de la nature ; contre l'Europe militaire pour les droits démocratiques des soldats ; soutien aux luttes des peuples contre l'impérialisme ; pour la libération et les droits des identités nationales.

Une réunion est prévue à Bruxelles pour mettre au point les modalités d'organisation de journées de sensibilisation et de lutte sur les différents thèmes proposés. ■

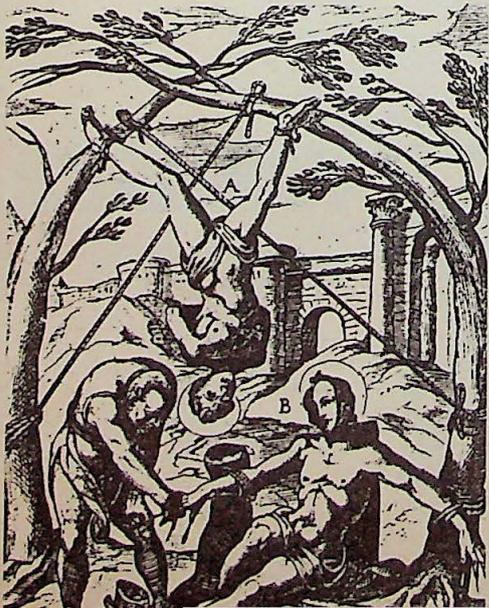
## Quand la mort nous est contée

Pour mettre à mort, tout a été décidé et utilisé

- Gilbert Callandraud, « De l'exécution capitale à travers les âges », Paris, éd. Lattès, 240 pp.
- Syndicat de la Magistrature, « Des juges croquent la justice », éd. Maspero, 127 pp, 14 F.
- Maurice Périsset, « Plus jamais d'échafaud ! ou les dossiers noirs de la peine de mort », Nice, éd. Alain Lefeuvre (29, rue Pastorelli, 06000 Nice).

Le Syndicat de la Magistrature a fêté son dixième anniversaire. Dix années jalonnées de luttes sur tous les terrains de l'action judiciaire. La justice est depuis longtemps une des cibles privilégiées des caricaturistes. Mais c'est la première fois que des juges utilisent l'arme du dessin et de la caricature pour « croquer » la justice telle qu'ils la perçoivent. Le Syndicat de la Magistrature a regroupé dans un petit livre ces dessins qui, jusqu'alors, n'étaient pas sortis de la presse interne du syndicat. Le résultat est excellent et corrosif. Il permet aussi de mesurer le chemin qui reste à parcourir pour rendre la justice à ceux qui la subissent.

Le Garde des Sceaux est un adversaire avéré de la peine capitale. S'adressant il y a peu à de jeunes magistrats fraîchement sortis de leur école, il leur disait son désir « d'être le Garde des Sceaux qui aura supprimé la peine de mort dans notre pays ». Auparavant, confronté aux fameux amendements de Pierre Bas et R. Forni tendant à supprimer budgétairement les crédits d'entretien du bourreau et de ses « bois de justice », il avait opposé la procédure de



vote bloquée contre l'exquise promesse de « ne pas faire obstacle » à l'organisation d'un débat de fond lors de la prochaine session de printemps. Il est peu probable que ce débat puisse vraiment avoir lieu avant que n'ait été trouvée une solution de substitution au « raccourcissement ». En attendant, la peine de mort continue d'inspirer les chroniqueurs. Le marché vient de s'enrichir de deux contributions supplémentaires.

La première, celle de M<sup>e</sup> Callandraud, est une espèce de catalogue des modes d'exécution à travers les âges, depuis la lapidation jusqu'aux modes d'exécution modernes. Il en ressort que tout a été utilisé pour mettre à mort : la projection d'une hauteur, la noyade, les animaux, l'écorchement et autres mutilations, l'écartèlement, le supplice par le feu, les pendaisons, strangulations, chambres à gaz et autre chaise électrique. Et j'en oublie. Gilbert Callandraud n'oublie rien, au point que son bouquin ressemble fort à un traité de charcuterie. Il est regrettable qu'un tel travail se termine en queue de poisson. Par la pro-

position de création d'un « ministère de choc... qui suscitera des initiatives, dans un élan populaire » (sic). Visiblement, notre avocat était à court de propositions.

D'arguments, Maurice Périsset n'en manque pas qui, à travers les dossiers d'un certain nombre de suppliciés célèbres, s'est attaché à redémontrer, après des dizaines d'autres, que la peine de mort n'est ni utile ni nécessaire. Ni, ce qui est encore pire, justifiée, certaines erreurs judiciaires ayant permis de raccourcir, à défaut d'éliminer, de véritables coupables. S'il est vrai que les cas d'erreurs judiciaires sont rares, ce qui l'est moins c'est que l'homme supplicié soit resté le même que celui qui commit le forfait ayant entraîné sa condamnation. L'exécution d'un Caryl Chessman ou d'un Jacques Fesh, dont les bourreaux reconnurent qu'ils avaient tué un « saint », en témoignèrent en leur temps.

Ce livre mérite d'être lu, ne serait-ce que pour méditer les lettres qu'écrivit Ranucci à sa mère avant d'être guillotiné. Et entendre l'appel lancé par Mme Ranucci pour que son fils soit réhabilité.

Michel ETIENNE ■

## Michèle Bernard : au son de l'accordéon

" Ma plus grosse angoisse, c'est de perdre un jour contact avec le monde, de me prendre pour une artiste "



En quelques mois, on l'a vue au Printemps de Bourges, à la fête du P.S.U., au Grand Echiquier, aux « 18 heures de l'Olympia », et maintenant elle passe à la Cour des Miracles (à 20 h 30) jusqu'au 16 décembre (sauf le dimanche). Bien des artistes « débutants » souhaiteraient avoir un palmarès aussi fourni. Michèle, elle, elle trouve ça bien agréable bien sûr, mais « si ça nous fait bien rigoler, ajoutez-elle, ça nous fait un peu peur aussi ».

Il y a quelques années, elle faisait du théâtre, puis elle est venue à la chanson « populaire » en passant dans les M.J.C. et les foyers ruraux. Cette époque fut d'ailleurs marquée par un événement important, c'était un spectacle qui s'appelait « Histoire de chanter » qui retraçait l'histoire de France à travers la chanson populaire. Bien sûr, c'était à Lyon ; car ce n'est pas du tout un détail : Michèle Bernard n'est pas parisienne. « On est à Lyon, on vit à Lyon, et on compte bien y rester. Bien sûr, je ne suis pas une chanteuse régionaliste, car les problèmes de Lyon sont ceux de toutes les grandes villes industrielles, mais face au centralisme étouffant de Paris, il faut savoir ne pas se faire bouffer. »

Quand elle dit « on », Michèle parle aussi de ses musiciens, une formation pour le moins « originale » sous bien des aspects. En plus d'elle-même qui joue de l'accordéon, Michèle est accompagnée par deux garçons et deux filles. Les deux premiers jouant du banjo, de la guitare et de la basse, les deux

secondes du violoncelle, de la flûte et des Ondes Martenot. « Tout le monde le remarque, mais ce n'est pas absolument « exprès » qu'il y ait des filles parmi les musiciens. Dans la chanson, on est entouré d'un univers de mecs, alors que ce soit différent ça me plaît bien. En plus, c'est vrai que dans la musique comme ailleurs, les femmes ont plus de difficultés à trouver du travail, c'est donc une très bonne occasion de faire le contraire. »

Michèle Bernard ne se considère pas comme un porte-drapeau du féminisme ; seulement ce n'est pas un hasard s'il y a des « choses féministes » dans ce qu'elle chante. « Si ça correspond à mes préoccupations, dit-elle, c'est probablement parce que je suis une femme, mais c'est pas seulement ça mes préoccupations. Il est bien évident que je me situe à gauche, mais je voudrais éviter d'exprimer des idées de gauche d'une façon générale devant des gens de gauche, pour que ces gens ressentent bien contents du spectacle. La chanson doit échapper au langage politique traditionnel, afin qu'elle touche les gens par un autre biais. »

Si vous voulez enfin voir sortir l'accordéon de son image musette, tout en lui conservant son côté populaire, écoutez-le respirer en même temps que la voix de Michèle Bernard.

Pour elle, le Printemps a commencé à Bourges en avril 78, mais je suis sûr que l'automne est loin d'arriver.

Michel MARTIN ■

# 500 000 F : CE N'EST PAS LE PÉROU

500 000 F d'ici la fin de l'année : nous avons réalisé aujourd'hui plus de 80 % de cet objectif, fixé par la Direction politique nationale ; il a donc de fortes chances d'être atteint.

Pourtant, il ne faut pas pavoiser.

Parce que 500 000 F, ce n'est pas le Pérou : c'est le minimum indispensable pour que le parti tienne la tête hors de l'eau. Mais si nous voulons régler l'ensemble de nos problèmes financiers, il faudra beaucoup plus. Une fois cette somme atteinte, il ne faut surtout pas baisser les bras. Mais faire le maximum, sinon les problèmes se reposeront à nouveau très vite.

Parce que 500 000 F, c'est à la fois de l'argent frais, venant des souscriptions, et le paiement par les adhérents du parti de l'ensemble de leurs dettes et

qu'il y a encore des fédérations qui ont encore, sur ce point, de gros efforts à faire.

Parce que la « campagne des 500 000 », ce n'est pas un simple appel à l'argent. Envoyer 500 000 F au parti aujourd'hui, et recommencer demain à agir comme on le faisait hier, c'est se condamner à relancer, bientôt, un nouvel appel au fric... Il faut en profiter pour réfléchir, ensemble, sur la façon dont on s'occupe (ou ne s'occupe pas) au P.S.U. des questions financières. Il faut essayer de réfléchir sur les moyens qui nous sont nécessaires, et sur la manière de se les procurer. Il faut que l'attitude du parti à l'égard de l'argent change : c'est peut-être le principal enjeu de la campagne des 500 000 F.

Le Trésorier national du P.S.U. ■

## PETIT COMPLEMENT

Voici le complément annoncé dans ma précédente lettre, au sujet de la campagne. Cette fois, il s'agit d'une collecte effectuée (100 F) parmi les adhérents du parti. Chacun a fait ce qu'il a pu.

Meilleurs sentiments socialistes.

M. et Mme J.-P. THULLIER,  
Section de Méru. ■

## QUE BEAUCOUP FASSENT AINSI

Un ami P.S.U. de Rennes nous signalant vos problèmes financiers, nous

vous adressons ce petit chèque (100 F) en souhaitant que beaucoup fassent ainsi. Il ne nous est pas possible de faire plus pour l'instant. Bon courage.

M. et Mme J. ETEVENARD,  
Cholet. ■

## DEUXIEME CONTRIBUTION

Ci-joint une deuxième contribution de 100 F, j'en profite pour exprimer mon total accord avec les extraits de la lettre du camarade Nanguéz de Périgueux publiés dans TS n° 805. Bien à vous.

S. JALMAIN,  
Béthencourt. ■

## UNE ISOLEE

Pour la campagne des 500 000 F, ci-joint un chèque de 500 F... seulement! Une isolée de Fécamp. Mais le P.S.U. vivra malgré tout!

M. et Mme Jean VITTRANT,  
Fécamp. ■

## LE MERITE D'EXISTER

Ayant milité pendant douze ans sous la bannière du P.S.U., malgré votre flou, vous avez le mérite d'exister dans la pénombre où nous vivons. C'est pourquoi je vous envoie cette modeste contribution au

nom du passé (100 F) et d'un avenir pour lequel personne ne doit disparaître tant nous sommes « azimutés ».

Amitiés, un vieux camarade de Cl. Bourdet et de bien d'autres. ■

## PAS MILITANTS, MAIS...

Dans le cadre de la campagne des 500 000 F, voici deux chèques de deux sympathisants (150 F × 2). Nous ne sommes pas militants mais si le P.S.U. meurt, meurt aussi avec lui le dernier petit espoir qu'il nous reste.

T.T. ■